



# Évaluation de la dynamique des conflits dans la zone d'intervention de Mercy Corps (Nana-Mambéré Préfecture)

**Thierry Vircoulon**

*Consultant indépendant, chercheur associé à l'Institut Français des  
Affaires Internationales et Professeur à Sciences-Po (Paris)*  
Aout 2017

## Table de matière

Liste des acronymes .....	3
1. Introduction et remerciements.....	4
2. Résumé exécutif .....	6
3. Liste des recommandations du rapport.....	8
4. Décrypter le contexte local : le nord-ouest centrafricain, une histoire et une géoéconomie spécifiques.....	9
5. Analyse de la dynamique de conflit de la zone de Bouar .....	14
6. Les conséquences du conflit.....	25
7. Recommandations .....	33
8. Annexes .....	36
Calendrier de la mission .....	36
Liste des personnes rencontrées.....	36
Carte de la zone .....	39

## Liste des acronymes

AB	Anti-balaka
ASPIRE	Promotion des solutions pour la paix à travers la réconciliation et l'engagement communautaire
BIRP	Plate-forme inter-religieuse de Bouar
DDR	Démobilisation, Désarmement et Réinsertion
EUTM	Mission européenne de formation de l'armée
FACA	Forces armées centrafricaines
FDPC	Front Démocratique du Peuple Centrafricain
FNEC	Fédération nationale des éleveurs centrafricains
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique
MPC	Mouvement Patriotique pour la Centrafrique
NRC	Norwegian Refugee Council
NU	Nations Unies
ONG	Organisation non-gouvernementale
RCA	République centrafricaine
RJ	Révolution et Justice
3 R	Retour, Réhabilitation, Réclamation

## 1. Introduction et remerciements

L'objectif de cette étude est d'améliorer la compréhension de la dynamique de conflit dans la préfecture de la Nana-Mambéré et d'évaluer la pertinence de la théorie du changement du programme ASPIRE qui se focalise sur les relations inter-religieuses. Le programme ASPIRE vise à permettre aux leaders communautaires de toutes affiliations religieuses et ethniques, aux femmes et aux jeunes de gérer pacifiquement ensemble les tensions inter et intracommunautaires, de rebâtir la cohésion communautaire et de renforcer le pluralisme à Bouar et dans la Nana-Mambéré. Le programme ASPIRE a débuté en 2015 et s'achèvera à la fin de l'année 2017.

Le programme ASPIRE repose sur une approche holistique qui : 1) facilite les processus inclusifs et communautaires de gestion des conflits présents et futurs ; 2) développe la coopération économique entre parties antagoniques; et 3) promeut la transformation positive des comportements vers la tolérance et la non-violence. La zone d'intervention est la ville de Bouar et les communautés avoisinantes: 6 arrondissements de Bouar et 6 axes reliés à Bouar dans un périmètre de 40 Km (Bouar-Garoua Boulai, Bouar-Baoro, Bouar Bozoum, Bouar-Nièm, Bouar – Bocaranga, Bouar-Ndongue.)

La mission a été organisée en trois séquences :

- Une période de prise de contacts avec l'équipe de Mercy Corps et d'entretiens avec des interlocuteurs à Bangui
- Une période de recherche de terrain à partir de la base de Mercy Corps à Bouar qui pilote les opérations dans les préfectures de Nana-Mambéré and Mambéré-Kadei
- Une période d'entretiens complémentaires à Bangui et de débriefing avec l'équipe de Mercy Corps

L'organisation de la mission en trois séquences a permis, dans un premier temps, de préparer la recherche de terrain, c'est-à-dire de prendre connaissance des programmes de Mercy Corps et de son approche en matière de cohésion sociale ainsi que de nouer des contacts préliminaires avec des acteurs nationaux ayant un réseau relationnel dans la zone de recherche avant de partir sur le terrain. A la fin de la mission, la dernière séquence à Bangui a eu pour finalité de recouper certaines informations recueillies sur le terrain avec les interlocuteurs de la capitale (y compris des acteurs de la préfecture de la Nana-Mambéré présents à Bangui) et d'échanger sur les principales conclusions de la recherche avec la direction-pays de Mercy Corps en Centrafrique. Ces discussions ont permis de transformer certaines impressions subjectives en constats objectifs et d'éliminer certaines zones d'incertitude.

Cette étude a été conduite par le consultant Thierry Vircoulon du 18 juillet au 15 août grâce à des entretiens à Bangui, Bouar et quatre localités rurales de la Nana-Mambéré (Nièm, Yelewa, Zoukombo et Baboua). 79 personnes ont été interviewées

sur la base d'une définition très large des stakeholders. Presque toutes les catégories d'acteurs internationaux travaillant en Centrafrique (ONU, ONG, bailleurs, missionnaires) ont été interviewées. De même une large gamme de stakeholders centrafricains a été consultée : personnel de ministères, politiciens, acteurs du secteur de la sécurité (autorités préfectorales, judiciaires, policières, douanières, etc.), autorités municipales, chefs de quartiers et de villages, groupes armés, leaders religieux, organisations de la société civile, organisations professionnelles, opérateurs économiques, etc.

Dans la Nana-Mambéré, la recherche de terrain s'est focalisée sur les zones de tension et d'intervention de Mercy Corps. Les localités de Niem, Yelewa, Zoukombo et Baboua ont été choisies en consultation avec l'équipe de Mercy Corps à la fois en fonction du contexte sécuritaire et de la présence de conflits ouverts et d'interlocuteurs pertinents. Bien que l'Ouham Pende ne fasse pas partie de la zone d'intervention du programme ASPIRE de Mercy Corps, cette préfecture faisait partie des zones de recherche mais il n'a pas été possible de s'y rendre pour des raisons sécuritaires. Le consultant qui a déjà effectué des recherches dans cette zone a remédié à cette contrainte sécuritaire en collectant des informations sur l'Ouham Pende auprès d'une large gamme d'acteurs à Bouar et Bangui. La recherche a concerné deux préfectures et à la fois le milieu urbain et rural, ce qui a permis d'explorer les liens entre les deux sous l'angle de la conflictualité et de replacer dans leur contexte géoéconomique les problèmes d'insécurité de la zone d'intervention de Mercy Corps.

La perspective de cette recherche est résolument qualitative. Tous les entretiens ont été conduits face à face avec ou non la présence d'un staff de Mercy Corps. Des entretiens en petits groupes ont aussi été organisés (par exemple avec des comités de paix à Bouar et Yelewa,<sup>1</sup> des membres de groupes armés comme le FDPC à Zoukombo et les AB à Bouar, la plate-forme interreligieuse de Bouar et des villageois). Aucune exigence de confidentialité n'a jamais été formulée par les personnes interrogées. Le consultant a aussi participé comme observateur à une réunion spéciale convoquée par la plateforme interreligieuse de Bouar sur la problématique de la sécurité à Niem Yelewa.

Je tiens à remercier les équipes de Mercy Corps à Bangui et à Bouar qui m'ont accueilli tout au long de cette recherche. Elles ont rendu possibles les déplacements nécessaires à cette étude et ont organisé la logistique de cette mission en province et dans la capitale. Elles ont mis à ma disposition leurs contacts, leurs connaissances et leurs rapports et m'ont expliqué leurs méthodologies et contraintes. L'équipe de Bouar mérite à ce titre un remerciement spécial. Malgré un agenda

---

<sup>1</sup> Les comités de paix sont des structures qui réunissent des acteurs de la société civile locale en vue de gérer et prévenir les conflits. Les comités de paix ont été créés par les ONG internationales de manière ad hoc à partir de 2014 et font maintenant partie de la politique du gouvernement. Ces comités recoupent parfois des structures communautaires existant avant le début du conflit. Thierry Vircoulon, « *A la recherche de la paix en Centrafrique : médiations communautaires, religieuses et politiques* », Notes de l'Ifri, Ifri, juin 2017.

chargé, elle m'a accueilli, guidé et aidé dans ma recherche de terrain et nos échanges continuels à la base de Bouar ont été une remarquable source d'informations pour cette analyse.

Je tiens aussi à remercier tous les acteurs centrafricains associés au programme de cohésion sociale de Mercy Corps (membres du programme ASPIRE, pères éducateurs, membres des comités de paix, etc.) qui travaillent dans des conditions difficiles et m'ont aussi accordé leur temps, leur patience et leur confiance.

## 2. Résumé exécutif

La zone de recherche de ce rapport est un espace frontalier qui a une histoire et une géo économie spécifiques. Cet espace se caractérise par une diversité ethnique dominée par la rivalité séculaire entre deux communautés vivant au Cameroun et en Centrafrique : les Peuls et les Gbayas. Il n'est plus juste de parler d'un conflit entre musulmans et non-musulmans (chrétiens / animistes) dans cette région. C'est un conflit sur le retour des éleveurs et la transhumance du bétail qui se déroule dans un contexte d'anarchie et de rivalité socio-ethnique entre Gbayas et Peuls. Cette rivalité est tempérée par des intérêts communs, des échanges socio-économiques et une certaine acculturation historique.

Cependant, le conflit actuel a érodé ces mécanismes de coexistence interethnique et a remis en avant l'antagonisme ancien de ces deux communautés par groupes armés interposés. L'analyse des milices présentes dans la zone d'étude montre que deux groupes armés particuliers sont responsables de l'essentiel de la conflictualité : les 3 R de Sidiki (une milice peuhle qui s'inscrit dans une longue tradition guerrière et d'auto-défense) et les anti-balaka du « général » Ndalé (une milice essentiellement gbayas). Ces deux groupes armés se font face dans une sorte de **guerre de positions** avec des épisodes de tensions fréquents et chacun contrôle une portion de l'Ouham Pende et de la Nana-Mambéré.<sup>2</sup> Les vols de bétail commis par les anti-balaka (AB) sont au centre de la dynamique de violence dans la région car ils justifient l'existence d'une milice peuhle et provoquent des représailles indiscriminées contre des villageois. Cette dynamique de violence crée des no-go areas qui entrave la circulation des populations, alimente la psychose locale et se concentre dans la commune d'élevage de Niem Yelewa, véritable ligne de front entre les AB et les 3 R et conflit dans le conflit.

La géographie de cette guérilla est révélatrice de sa nature. Cette **guérilla pour le bétail** qui a débuté d'abord dans l'Ouham Pende a lieu le long de la frontière camerounaise où se trouvent les communes d'élevage (Gaudrot, Niem Yelewa, DeGaulle) et les réfugiés peulhs. Cette guérilla pour le bétail concerne trois préfectures frontalières avec une intensité variable : Ouham Pende, Nana-Mambéré et Mambéré-Kadei. Cette guérilla résulte de la pression des éleveurs centrafricains et camerounais pour réutiliser les pâturages centrafricains dont le libre accès a été remis en cause par la poussée des AB en 2014 et la criminalisation des groupes anti-

---

<sup>2</sup> Voir carte en annexe.

balaka qui s'enracinent dans certaines zones de l'ouest centrafricain grâce à la complicité de certaines autorités et développent leurs activités économiques illicites. La transhumance joue donc un rôle fondamental dans l'économie politique du conflit de la zone étudiée mais la lutte autour du contrôle de l'orpaillage ne doit pas être négligée dans une région où l'or et les diamants sont exploités depuis des décennies.

Les conséquences de cette **criminalité rurale** à finalité économique sont : une situation de **paix armée** dans la préfecture de la Nana-Mambéré avec des épisodes de tension comme à la fin août/début septembre, un bouleversement de la structure locale du pouvoir et de la gouvernance, l'émergence d'un système mafieux, un fort sentiment collectif d'insécurité poussant la communauté à supporter un groupe armé, un sentiment de victimisation très fort dans la communauté musulmane, le freinage du retour des réfugiés, des tendances à la discrimination et à la ségrégation et des attentes populaires qui s'articulent autour de la sécurité et de l'emploi comme dans le reste de la Centrafrique.

Dans ce contexte de paix armée où les groupes armés se surveillent plus qu'ils ne se battent et où les communautés se méfient les unes des autres, il existe un acteur de paix : la **plateforme religieuse de Bouar**. Elle représente un des rares acteurs locaux neutre, impartial et doté d'une légitimité suffisante pour « représenter » la population sans distinction de religion et d'ethnicité. Elle a une influence sur la population mais, de son propre aveu, elle n'a guère d'influence sur les leaders de groupes armés. Sa bonne volonté ne doit pas conduire à surestimer ses capacités d'action.

A partir d'une analyse des acteurs, des enjeux et des drivers de la conflictualité dans la zone de Bouar au sens élargi, cette étude propose des recommandations qui visent une **décompression du conflit** permettant de passer de la paix armée à la coexistence pacifique. Une décompression implique de rétablir un système de droit au niveau local et d'améliorer les relations socio-ethniques entre les communautés peules et gbayas. Ces recommandations se répartissent en trois catégories :

- celles qui ciblent le principal problème sécuritaire de la région (le vol de bétail et l'insécurité qui en résulte).
- celles qui ciblent les causes et les effets du conflit (y compris les effets psychologiques), en rapport avec les relations entre les communautés musulmanes et non musulmanes
- les recommandations portant sur un aspect socio-économique

A ce titre, la préparation de la prochaine transhumance qui débutera à la fin de cette année est fondamentale pour éviter un regain de violence alors que le climat sécuritaire est déjà tendu. **Tant que le retour des éleveurs s'effectuera dans la violence, la préfecture de la Nana-Mambéré ne connaîtra pas la paix.**



### 3. Liste des recommandations du rapport

Recommandations sur la sécurité	Destinataires	Délai
Lutter contre les voleurs de bétail	MINUSCA Autorités gouvernementales	Court terme (action immédiate)
Préparer la prochaine transhumance en organisant des rencontres entre les autorités locales et préfectorales et les représentants des éleveurs	Représentants des éleveurs Autorités locales et préfectorales Comités de paix Plateforme religieuse	Court terme
Inclure les combattants du FDPC à Zoukombo dans le projet pilote de DDR	MINUSCA Autorités gouvernementales	Court terme
Organiser le dialogue entre les communautés de Niem et de Yelewa	Comités de paix Plateforme religieuse ONG	Court terme
<b>Recommandations sur les relations entre musulmans et non musulmans</b>		
Restituer les logements et biens illégalement occupés	Mairie de Bouar Plateforme religieuse Comités de paix ONG	Moyen terme (en 2018)
Veiller à l'égalité de traitement des musulmans et des non-musulmans par l'administration	Plateforme religieuse Comités de paix	Court terme
<b>Recommandations de nature sociale et économique</b>		
Développer un programme à haute intensité de main-d'œuvre pour les jeunes des localités à forte présence milicienne	ONG MINUSCA Autorités locales	Moyen terme
Faire une campagne de communication sur la complémentarité d'activités et d'intérêts entre éleveurs et agriculteurs	Comités de paix ONG	Moyen terme



#### 4. Décrypter le contexte local : le nord-ouest centrafricain, une histoire et une géo économie spécifiques

La conflictualité actuelle du nord-ouest de la RCA est étroitement liée à **la géo économie et l'histoire de cette zone**. L'Ouham Pende et la Nana-Mambéré qui forment le cône nord-ouest du pays constitue un espace frontalier entre Cameroun et Tchad dont l'histoire est indissociable de celle de l'Adamaoua, la région camerounaise voisine conquise et peuplée par les Peulhs en provenance du Nigeria au début du XIXème siècle.

Auparavant, l'Ouham Pende et la Nana-Mambéré ont servi de **portes d'entrée** dans ce qui n'était pas encore le territoire centrafricain à de nombreuses populations : Gbaya et Mboum en provenance du Nord-Cameroun au XIXème siècle, Peulhs peu après, colonisateurs au début du XXème siècle, immigration camerounaise, tchadienne et même nigériane, etc.

Au XIXème siècle, le nord-ouest de la Centrafrique était sous l'influence du royaume fulbé de Ngaoundere, la capitale de l'Adamaoua. Ce royaume jouait un rôle d'intermédiaire commercial entre les royaumes de Sokoto et de Yola au Nigeria et le nord-ouest centrafricain. Le lamidat de Ngaoundere a prospéré en étendant son



Mosquée centrale de Bouar (Photo : Thierry Vircoulon, Bouar, 31 juillet 2017)

influence vers l'est, c'est-à-dire en organisant le commerce des esclaves et de l'ivoire et en vassalisant les tribus de cette zone, notamment les Gbaya qui lui payaient un tribut. Avant d'être stoppée par les troupes coloniales allemandes en 1901, l'expansion du royaume de Ngaoundere s'est traduite par la création d'avant-postes pour les raids esclavagistes dans le

nord-ouest centrafricain (par exemple, l'actuelle commune frontalière de Kounde dans la sous-préfecture de Baboua) et par l'intégration culturelle et commerciale d'une partie des Gbaya et des Mboum dans la sphère d'influence peule.<sup>3</sup>

Depuis le XIXème siècle, cet espace est une **zone de contacts, d'échanges et d'acculturation** entre Peulhs et tribus locales dont la plus importante est les Gbaya qui, depuis la création des frontières par les colonisateurs français et allemands, sont une ethnie répartie entre l'ouest de la Centrafrique et l'est du Cameroun. Les Peulhs ont joué un rôle historique majeur en introduisant à la fois l'élevage et l'islam et en structurant les voies du commerce du Nigeria à la Centrafrique. La cohabitation entre les Peulhs et les groupes ethniques locaux (essentiellement Mboum et Gbaya) a eu

<sup>3</sup> Philip Burnham, *The politics of cultural difference in Northern Cameroon*, 1996.

pour effet une acculturation des modes de vie et des croyances religieuses. Les mariages mixtes entre Peulhs et Gbayas (y compris dans les familles des lamidos)<sup>4</sup> ont été nombreux. La plupart des Gbayas parlent le fulfulde (la langue des Peulhs) en plus de leur dialecte, certains se sont islamisés et ont été associés à la garde des troupeaux par les Peulhs, ce qui leur a permis d'acquérir de petits troupeaux et les a transformés en agro-éleveurs. Ces contacts se sont intensifiés avec l'installation des Peuls Mbororo en Centrafrique dans les années 1920. Ces derniers ont pénétré en Centrafrique par l'Ouham-Pende, se sont installés dans la région de Bocaranga avant de descendre vers le sud à Sabewa, Niem et Bouar. Dans les années 1930, ils furent encouragés par les autorités coloniales à aller vers le centre du pays, à Bambari.

Le nord-ouest centrafricain dispose de trois principales ressources attractives : le **secteur agropastoral, les minerais (or et diamants) et le commerce transfrontalier** avec plusieurs axes dont le plus important pour le pays : la route de Bangui/Bouar/Garoua Boulai. Outre le fait qu'il s'agisse de la seule route goudronnée du pays, cet axe alimente la capitale, est stratégique et structurant pour l'économie de l'ouest de la Centrafrique. Bouar, la plus grande ville de la région, est un carrefour commercial qui dessert le nord-ouest (piste Bouar/Bocaranga/Paoua) et le sud-ouest (piste Bouar/Carnot/Berbérati/Nola) à partir de la route goudronnée. Sa localisation et son climat tempéré en avaient fait une grande ville coloniale dont les trois piliers étaient le commerce, les missions religieuses et la base militaire. Deux importantes missions religieuses se sont installées à Bouar à l'époque coloniale (une mission catholique et une mission luthérienne) et l'armée française était présente à Bouar jusque dans les années 90. Avec la mise en place de frontières au XXème siècle, l'économie est aussi devenue une économie de frontières avec des villes marchés entre le Cameroun et la RCA, des flux commerciaux considérables et d'importantes opportunités de contrebande entre les deux pays.<sup>5</sup>

L'Ouham Pende et la Nana Mambéré constituent une zone riche au plan agricole au point d'être considérée comme le grenier du pays. **Cette région est agropastorale**, i.e qu'elle combine une agriculture extensive assez diversifiée<sup>6</sup> et un secteur de l'élevage historiquement très important mais qui a beaucoup souffert de la crise. Ainsi, dans les années 50, il n'y avait que deux régions où l'élevage était pratiqué : la zone de Bambari et la zone entre Bouar et Bocaranga. Le secteur de l'élevage de bovins dans cette zone présente plusieurs particularités :

- Il est **régionalisé**. Outre les éleveurs centrafricains qui pratiquent ou non la petite transhumance,<sup>7</sup> les éleveurs tchadiens et camerounais utilisent cet espace pour faire paître leur bétail à la saison sèche. Depuis l'époque coloniale, ces deux préfectures sont des espaces de grande transhumance : ce mouvement

<sup>4</sup> Les lamidos sont des chefs traditionnels qui constituent l'aristocratie peule.

<sup>5</sup> A titre d'exemple, la ville marché de Ngaoui à la frontière de la Centrafrique et du Cameroun n'était initialement qu'un campement d'éleveurs puis est devenue une ville entrepôt et est maintenant un important centre commercial.

<sup>6</sup> Les colons avaient introduit la culture du coton comme culture commerciale dans l'Ouham Pende ainsi qu'au nord du Cameroun où elle constitue toujours une des principales activités économiques.

<sup>7</sup> La grande transhumance désigne la transhumance transfrontalière sur de longues distances tandis que la petite transhumance s'effectue sur de petites distances sans sortir du pays.

transfrontalier saisonnier et annuel s'effectue entre novembre et avril d'ouest en est mais aussi du nord au sud jusque dans la Sangha Mbaere.

- Même si l'élevage bovin a été historiquement introduit par les Peulhs, il concerne maintenant aussi les agriculteurs : **les agro-éleveurs** sont nombreux dans le nord-ouest centrafricain. C'est une des régions de Centrafrique où les agriculteurs ont des bœufs car ils pratiquent la culture attelée. Cette forme d'agriculture a été développée depuis plusieurs décennies, notamment grâce aux efforts de l'Agence Nationale de Développement Agricole qui a formé les paysans et fourni des charrues.
- Eleveurs et agriculteurs forment un **système d'échanges agropastoral complémentaire**. Les premiers achètent du manioc, du mil, du maïs, etc., en échange de lait et de viande, voire de bœufs pour la culture attelée. L'association agriculture-élevage est assez forte.
- Des **entités territoriales spécifiques** (les communes d'élevage) ont été créées après l'indépendance pour sédentariser les éleveurs à la frontière du Cameroun et de la Centrafrique dans la continuité de la politique coloniale qui avait accordé certains territoires aux chefs peuls. Depuis leur création au début des années 60, ces communes d'élevage ont la particularité d'être dirigées par les lamidos (aristocratie peulhe). En fait, la direction de ces communes est dynastique : elle se transmet de père en fils. On compte trois communes d'élevage frontalières dans la zone de recherche : De Gaulle, Gaudrot et Niem Yelewa (la première commune d'élevage du pays créée en 1962 et dirigée par la famille Idje).<sup>8</sup> Comme elles ont pour vocation le développement du cheptel local et l'accueil saisonnier du bétail des éleveurs transhumants, ces communes d'élevage sont traditionnellement riches.<sup>9</sup>

Comme l'indique la composition pluriethnique des communes d'élevage, les populations peuhles et gbayas de cette région se sont mélangées et cohabitent de longue date. Leur rivalité historique est tempérée par certaines pratiques sociales comme le *soobaajo*. Il s'agit d'une relation amicale et d'entraide entre un peulh et un gbaya qui, dans le langage des interviewés, s'exprime par « *au village chaque Peulh a son ami Gbaya et chaque Gbaya a son ami Peulh* ». Cela signifie que le villageois gbaya aide à la construction des maisons et des enclos à bétail de son voisin peulh et que ce dernier fait des dons en bétail à son voisin gbaya (généralement des animaux de faible valeur). De ce fait, dans cette zone, la sociologie de l'élevage est plurielle : la dichotomie éleveurs musulmans/chrétiens agriculteurs n'est pas valide dans cette zone où on trouve des éleveurs non musulmans et des Gbaya islamisés. Par ailleurs, la communauté des éleveurs est à la fois urbaine et rurale : si les Peulhs résident en zone rurale, les commerçants musulmans qui résident en ville (Haoussas, Fulbé, etc.) sont aussi très fréquemment des propriétaires de bétail, i.e des néo-éleveurs. Avant la crise, les pâturages des alentours de Bouar accueillait beaucoup de bétail

<sup>8</sup> Il y a 7 communes d'élevage en Centrafrique : deux à l'est, Ouro-Djafun et Ewou-Yambele au centre et Kouï, Niem Yelewa et Gaudrot au nord-ouest.

<sup>9</sup> Le bétail transhumant fait l'objet d'imposition en nature et en cash.

(par exemple, la commune rurale dénommée Herman Brousse adjacente à la ville de Bouar) mais ils sont désormais vides de bétail.<sup>10</sup>

La diversité de la population de cette région a encore été accentuée par l'attractivité du commerce le long de la route et des ressources minérales qui abondent dans cette zone. Les flux migratoires en provenance du Cameroun, du Tchad, du Nigeria (l'un des deux quartiers musulmans de Bouar s'appelle le quartier Haoussa, nom du principal groupe ethnique du nord du Nigeria) et même d'Afrique de l'Ouest sont anciens et constants et la diffusion de l'islam a suivi les routes du commerce régional. Les villes ont concentré cette immigration africaine : les quartiers commerçants des villes de Bocaranga, Bozoum, Bouar, etc., étaient composés de musulmans autochtones et de musulmans d'origine étrangère installés depuis longtemps dans le paysage local.<sup>11</sup> Néanmoins, certains commerçants étrangers étaient aussi installés en zone rurale, dans les villages.<sup>12</sup> A l'instar de la filière de l'élevage bovin, la filière de l'orpaillage (notamment le long de la rivière Nana pendant la saison sèche) est dominée par les commerçants musulmans qui achètent l'or et les diamants aux exploitants locaux et les commercialisent au Cameroun. Les sites miniers des communes frontalières ont attiré beaucoup de main-d'œuvre étrangère, en particulier des Camerounais.

Dernier élément contextuel important, cette région a connu de **nombreux épisodes de violence et d'insécurité** au cours de son histoire. Soumis à l'expansion peule au XIX<sup>e</sup> siècle puis à l'expansion coloniale française, les Gbaya ont parfois résisté par les armes comme lors de la guerre du Kongo Wara (1928-32) appelée aussi la « guerre des Gbayas ». La zone de cette étude a été le point de départ de la rébellion du prophète gbaya Karnou (« celui qui peut sauver le monde ») qui vivait dans un village entre Bouar et Baboua et a soulevé les Gbayas contre la domination peule et française.<sup>13</sup> En 1991 et 1992, de l'autre côté de la frontière, des affrontements interethniques ont opposé Peuls et Gbayas dans la ville camerounaise de Meiganga. Avant l'émergence de la Seleka en 2013, le nord-ouest centrafricain avait déjà connu le banditisme des zarguinass. Ces bandits de grand chemin s'en prenaient aux commerçants transfrontaliers entre la Centrafrique et le Cameroun et aux éleveurs dont ils volaient le bétail et kidnappaient les familles. Ces bandes de zarguinass qui avaient formé des camps plus ou moins permanents aux confins du Cameroun, du Tchad et de la Centrafrique étaient composées de Peuls et d'arabes tchadiens. Ces gangs ruraux provenaient à la fois d'un prolétariat rural et des reliquats d'anciennes armées et rébellions.<sup>14</sup> Face à l'incapacité du gouvernement

---

<sup>10</sup> Un des imams de Bouar possédait avant la crise presque 1 000 têtes de bétail.

<sup>11</sup> A titre d'exemple, un des adjoints du maire de Bouar et chef de groupement est un Camerounais de troisième génération. Avant lui, son père occupait déjà la fonction de chef de quartier. A l'époque coloniale à Bouar, le commerce était l'apanage des Portugais. La tradition des commerçants étrangers est donc ancienne dans la région.

<sup>12</sup> Par exemple des Tchadiens dans la commune de Niem Yelewa.

<sup>13</sup> Raphaël Nzabakomada-Yakoma, *L'Afrique centrale insurgée : la guerre du Kongo-Wara 1928-1931*, 1986.

<sup>14</sup> Christian Seignobos, *Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun*, Afrique contemporaine, 2011.

centrafricain de sécuriser la région,<sup>15</sup> cette criminalité rurale a provoqué une réponse d'auto-défense des communautés. Les notables peulhs ont ainsi créé des « archers » pour lutter contre les voleurs de bétail.<sup>16</sup> Dirigés par les lamidos, ces derniers ont aussi reçu des soutiens logistiques ponctuels de la présidence à l'époque de Patassé et de Bozizé. Comme la RCA est actuellement sans Etat de droit et que l'anarchie règne, ces mécanismes d'autodéfense communautaires sont essentiels pour comprendre la gouvernance locale et la dynamique du conflit.

---

<sup>15</sup> A l'inverse du Cameroun où les autorités ont déployé les forces spéciales de l'armée pour résoudre le problème des zarguinassins.

<sup>16</sup> Entretien avec un maire, Bangui, août 2017. Les archers peulhs bénéficiaient de protection magique inventée par un sorcier qui avait un puissant talisman.



## 5. Analyse de la dynamique de conflit de la zone de Bouar

L'analyse de conflit de ce chapitre se focalise sur la zone de Bouar au sens large où se trouve la base de Mercy Corps et où est mis en œuvre le programme ASPIRE.

### Contexte : la crise de 2013-14 à Bouar

Avant le début du conflit, la ville de Bouar comptait des chrétiens et des musulmans, ces derniers vivant dans deux quartiers (Haoussa et Mamadou-Sara) et jouant un rôle important dans l'économie de la ville et de la région. De l'aveu même des musulmans consultés, la crise a d'abord pris la forme d'une violence limitée en termes de pertes humaines (moins d'une vingtaine de personnes tuées) mais profondément traumatisante pour la communauté musulmane de la ville et ses environs. A l'inverse de Bangui et d'autres villes, la présence de la Seleka à Bouar durant l'année 2013 (et dans la Nana-Mambéré en général) ne s'était pas traduite par des violences, des pillages et des destructions de grande ampleur. Celles-ci ont été le fait des anti-balaka (AB). Le pic de violence a eu lieu de décembre 2013 à la fin janvier 2014 après le départ de la Seleka fin 2013 avec la réaction de vengeance des AB contre les musulmans – à l'unisson de ce qui se passait dans la plupart des villes de l'ouest centrafricain et à Bangui.<sup>17</sup> Les violences des AB ont conduit une partie de la communauté musulmane à se réfugier près des lieux de culte (mosquée centrale du quartier haoussa,<sup>18</sup> diocèse, séminaire de St-Laurent, etc.) et une autre partie à s'enfuir au Cameroun et à la ville frontalière de Garoua Boulai.



Infrastructure détruite lors des conflits dans le quartier Mamadou-Sara (Photo : Thierry Vircoulon, Bouar, 31 juillet 2017)

Ainsi, des deux quartiers musulmans de Bouar, celui appelé Mamadou-Sara s'est complètement vidé et celui appelé Haoussa s'est partiellement vidé de sa population. Cette différence est due au fait

que Mamadou-Sara était un quartier peuplé de musulmans dits « arabes » (Tchadiens, Soudanais, Mauritanien, etc.) qui ont entretenu des relations avec les troupes de la Seleka (l'imam de ce quartier était tchadien) tandis que le quartier Haoussa était peuplé de musulmans centrafricains et camerounais avec lesquels les combattants de la Seleka ne se socialisaient pas tellement. Sans qu'il soit possible

<sup>17</sup> International Crisis Group, *Centrafrique : les racines de la violence*, 21 septembre 2015.

<sup>18</sup> Celle-ci a abrité jusqu'à 8 000 personnes au plus fort de la crise. Voir photo.

d'établir avec certitude si la relation entre les « Arabes » de Mamadou-Sara et la Seleka était une relation de complicité ou de simple proximité linguistique, de toute évidence elle a été fatale à la communauté musulmane de Mamadou-Sara qui a pris fuite quand la Seleka a fui.<sup>19</sup> Depuis lors, ce quartier est vide de musulmans à l'inverse du quartier Haoussa et les habitants qui y vivent squattent les maisons abandonnées. Le même phénomène a eu lieu en zone rurale comme à Abba et dans la ville de Bocaranga dans l'Ouham Pende où la composante tchadienne de la communauté musulmane de la ville a fui, réduisant cette communauté de moitié.<sup>20</sup>

Durant presque toute l'année 2014, les musulmans du quartier Haoussa se sont retrouvés piégés dans leur quartier et n'ont pas pu circuler librement dans Bouar. En milieu rural, les Peulhs qui sont spécialisés dans l'élevage et résidaient aussi à la périphérie de Bouar ont payé un lourd tribut à la crise : ils ont perdu beaucoup de bétail, ont eu beaucoup de pertes humaines et ont massivement fui au Cameroun où ils constituent jusqu'à aujourd'hui la majorité des réfugiés centrafricains.<sup>21</sup> De la fin de l'année 2013 à la fin de l'année 2014, les AB ont mené une campagne systématique de vols de bétail dans tout l'ouest de la Centrafrique. De ce fait, l'élevage a considérablement décliné et on ne trouve désormais des boeufs que dans les communes d'élevage et en nombre très limité par rapport au cheptel avant la crise.

Durant la période de transition (2014-16), la situation sécuritaire s'est progressivement normalisée, notamment grâce au stationnement temporaire de l'armée française à Bouar et à la médiation de la plateforme interreligieuse pendant la transition. Désormais, malgré la présence d'un groupe d'AB armé à Bouar (dirigé par le « général » Ndalé) dans le quartier Zo kwe Zo,<sup>22</sup> la communauté musulmane n'est plus assiégée et peut circuler librement en ville, grâce notamment à la combinaison de l'amélioration de la situation sécuritaire en milieu urbain, de l'activisme de la plateforme inter-religieuse et des projets de cohésion sociale SVC et ASPIRE de Mercy Corps. La **confrontation s'est déplacée** : d'urbaine, elle est devenue rurale avec des effets psychologiques en zone urbaine. Le conflit a quitté Bouar pour se relocaliser dans certaines zones rurales et plus particulièrement vers les communes d'élevage. Ce déplacement géographique de la confrontation est fondamental pour comprendre la dynamique de conflit actuelle. Ce déploiement est analysé au chapitre suivant.

### **Le conflit aujourd'hui : une guérilla contagieuse pour le bétail dans le nord-ouest de la Centrafrique**

Après la période chaude de la crise (2013-14) et alors que des initiatives de pacification sont menées dans cette zone par les Nations Unies, les ONG locales et

---

<sup>19</sup> Après recoupement des témoignages, il est avéré que quelques commerçants tchadiens de Bouar ont rejoint les rangs de la Seleka. Cela s'explique par le fait que ces commerçants étaient d'ex-rebelles ou militaires tchadiens qui avaient dû fuir leur pays et s'étaient installés en Centrafrique. Ils ont sans doute retrouvé d'anciens frères d'armes dans les rangs de la Seleka. En guise de représailles, leurs propriétés à Bouar ont été complètement détruites. Voir photo.

<sup>20</sup> Entretien avec le représentant de la communauté musulmane, Bocaranga, août 2016.

<sup>21</sup> Observations de l'auteur dans les camps de Garoua Boulai et de Biti au Cameroun, 2014. Entretien avec le HCR, Bouar, août 2017.

<sup>22</sup> Pour l'analyse de ce groupe armé, voir l'encadré sur les groupes armés de la Nana-Mambere.



internationales et la plateforme religieuse, la dynamique de conflit a maintenant évolué et est profondément liée au contrôle des ressources locales dont la plus visible et importante est le bétail. Selon un membre de comité de paix de Bouar, « *les vols de bétail sont la raison pour laquelle il y a encore la guerre ici* ». Après la brève confrontation entre les AB et la Seleka de décembre 2013 à janvier 2014, les AB ont effectué une véritable razzia sur le bétail au cours de l'année 2014. Cette razzia a eu pour conséquence la fuite des Peulhs au Cameroun et la prise de conscience par les AB de la valeur financière du bétail. De ce fait, les vols de bétail sont maintenant au centre du conflit dans la région. Ce conflit oppose les AB et les 3 R/éleveurs (dont la majorité sont peulhs mais pas uniquement), induit une milicianisation<sup>23</sup> des communautés peuhles et gbayas avec pour conséquence une forte détérioration des relations intercommunautaires.

### ***Une guérilla pour le bétail dans un contexte de prémisses de retour des éleveurs***

Au plan sécuritaire, la préfecture de l'Ouham Pende est plus agitée que la Nana-Mambéré et la dynamique d'insécurité de l'Ouham Pende déborde sur le nord de la Nana-Mambéré. A ce titre, la Nana-Mambéré est victime des troubles de l'Ouham-Pende.

L'Ouham Pende est, en effet, un espace de grande transhumance pour le cheptel camerounais et tchadien, c'est-à-dire une des grandes portes d'entrée du bétail en RCA. Par ailleurs, cette préfecture comporte une grande voie commerciale qui relie le Cameroun (ville-marché de Mbaiboum) à la Centrafrique avec d'importants échanges économiques transfrontaliers. De ce fait, il y a dans cette préfecture un peu plus de groupes armés que dans la Nana-Mambéré : 3 R, AB, MPC, RJ. Ces groupes armés se sont positionnés et sont en compétition pour tirer profit des ressources importantes de cette zone : contrôle de la grande transhumance, contrôle des axes commerciaux et des zones d'artisanat minier.

Au début du mois de juillet, des forces du MPC sous la direction du général Allas ont ainsi pris le contrôle de la zone Bang-Ngaoundaye, contrôlant le poste frontière de Bang avec le Cameroun et une importante voie d'échanges entre les deux pays qui longe la frontière tchadienne. Cette prise de contrôle d'un espace financièrement stratégique a provoqué des actes de banditisme<sup>24</sup> et des affrontements sporadiques avec les AB de cette zone.<sup>25</sup> Le 6 juillet, les AB ont contre-attaqué : ils ont attaqué les positions de la coalition MPC/RJ à Bang, 148 km à l'ouest de Paoua. Deux éléments de la coalition MPC/RJ ont été tués et trois autres ont été blessés. La tension entre les #R et les AB a atteint son apogée quand les #R ont pris le contrôle

---

<sup>23</sup> La cause de la milicianisation des communautés est toujours l'insécurité. Les communautés de cette région ayant connu au cours de leur histoire des épisodes de forte insécurité, la milicianisation actuelle n'est pas un phénomène nouveau. International Crisis Group, *Centrafrique : les racines de la violence*, 21 septembre 2015. Lire aussi International Crisis Group, *Double edged sword : vigilantes in African counter-insurgencies*, 7 septembre 2017.

<sup>24</sup> En septembre, trois commerçants centrafricains qui se rendaient à Mbaiboum par l'axe Bocaranga-Bang ont été assassinés.

<sup>25</sup> Le 4 juillet, des éléments du MPC ont affronté les AB au village Nzoro, environ 20 km au sud de la ville de Ngaoundaye. Cette confrontation armée a provoqué la fuite de la population vers le village Mann et vers la frontière avec le Cameroun.

de Bocaranga en octobre 2017. Cela a forcé la MINUSCA à réagir et à pousser les combattants de Sidiki hors de la ville.

Il convient de noter que ce regain de tension impacte fortement l'activité des ONG de cette zone. Les AB de Bocaranga ont entravé les activités des ONG, l'atterrissage du vol de UNHAS (United Nations Humanitarian Air Service), pillé le camion d'une ONG internationale en juillet et le 25 juillet 2017 deux véhicules d'une ONG internationale, ont été interceptés et immobilisés dans le village de Pakalé, environ 10 km au nord-est de la ville de Bocaranga, par des AB. Les passagers des deux véhicules ont été retenus quelques heures avant d'être libérés. Les AB ont immobilisé les véhicules pour faire pression sur la MINUSCA, afin d'obtenir la restitution de leurs armes et la libération d'un des leurs appréhendé par la MINUSCA et remis à la gendarmerie, le 23 juillet 2017. De même en septembre, les AB ont intercepté des travailleurs humanitaires sur l'axe Kouï/Bocaranga, ont temporairement occupé la base d'une ONG Internationale et ne l'ont libéré qu'après la médiation du maire.<sup>26</sup> Les AB de Bocaranga sont d'autant plus actifs que leur chef Abba Rafa a été tué en mai au cours d'une querelle pour le partage du butin avec ses éléments. Depuis ce meurtre, il n'y a plus de leadership parmi les AB de Bocaranga et ceux-ci harcèlent les organisations humanitaires. A noter que Bozoum est une ville sous contrôle des AB. Il n'y a ni autorité préfectorale ni présence de la MINUSCA. D'après une source ayant visité récemment Bozoum, le seul musulman qui y réside encore est le boucher de la ville.<sup>27</sup>

L'insécurité qui règne dans l'Ouham Pende rend impossible le retour des musulmans et résulte de la concurrence pour les ressources locales entre les groupes armés. Parmi ces ressources, le bétail figure en première place. Les vols sont courants et suscitent depuis deux ans deux réponses : d'une part, les forces armées tchadiennes font des incursions ponctuelles en territoire centrafricain pour récupérer du bétail volé et punir les supposés fautifs ; d'autre part, des éleveurs peulhs au Cameroun et en Centrafrique ont recours à une milice d'auto-défense (les 3 R) dirigée par le « général » Sidiki.

La prolifération des groupes anti-balaka en 2014 dans l'Ouham Pende a rendu la grande transhumance extrêmement risquée. L'accès aux pâturages centrafricains étant essentiels pour la survie d'une partie du cheptel tchadien et camerounais, l'enjeu pour les éleveurs de ces pays ainsi que pour les éleveurs centrafricains réfugiés au Cameroun est de sécuriser le mouvement de leurs troupeaux en territoire centrafricain. Ce rôle de protection est joué ponctuellement par l'armée tchadienne et à plein temps par Sidiki. Ce dernier s'inscrit dans la continuité des archers peuls et de Baba Laddé.<sup>28</sup> L'année 2014 ayant été particulièrement dramatique pour les

---

<sup>26</sup> RJDH, Centrafrique : des ravisseurs anti-balaka libèrent la base de Cordaid à Bocaranga, 14 septembre 2017.

<sup>27</sup> Entretien avec un personnel du PAM, Bouar, août 2017.

<sup>28</sup> Baba Laddé (dont le nom signifie « père de la brousse » en langue peule) était un chef de milice peulh qui sévissait à l'époque de Bozizé et déclarait protéger le bétail. Il a été arrêté à Bangui en 2009 et livré à Ndjamena car il était d'origine tchadienne. Baba Laddé avait développé un discours visant à fédérer les Peulhs et n'hésitait pas à s'auto-proclamer le défenseur de la « cause peule ». Après avoir été nommé préfet par le président tchadien, il a fait l'objet d'une tentative d'arrestation, s'est enfui en Centrafrique, a été recherché par les forces armées tchadiennes et centrafricaines en 2012 et

éleveurs en raison de la razzia des AB sur le bétail, Sidiki est apparu dans la sous-préfecture de Kouï en 2015 en affirmant venir protéger les troupeaux contre les voleurs de bétail.<sup>29</sup> Depuis lors une véritable guérilla pour le bétail oppose les AB et les 3 R. C'est ce conflit qui a progressivement débordé de l'Ouham Pende sur le nord de la Nana-Mambéré.

### ***Débordement de l'insécurité vers la Nana-Mambéré***

Dans la Nana-Mambéré, bien qu'il y ait des poches d'insécurité dans plusieurs sous-préfectures,<sup>30</sup> la dynamique de conflit se cristallise désormais dans la commune de Niem Yelewa, commune d'élevage qui focalise l'attention des autorités préfectorales. Une analyse de conflit détaillée dans le chapitre suivant montre que cette commune concentre des enjeux importants.

La Nana-Mambéré compte deux mouvements armés (FDPC et 3 R) et de nombreux groupes AB mais en termes de violence seuls deux groupes font parler d'eux : les 3 R et les AB du « général » Ndalé. Au plan sécuritaire, la zone de Bouar est prise en otage par un **gang de voleurs de bétail**. Selon la rumeur publique et toutes les personnes interviewées (qu'elles soient musulmanes ou non musulmanes), le groupe d'AB de Ndalé est responsable des grands vols de bétail dans la région. Ces vols de bétail induisent des représailles de la part du groupe armé de Sidiki dont la raison d'être est la protection du bétail des éleveurs de la région. Sidiki est payé par les éleveurs des deux côtés de la frontière qui se cotisent pour l'entretien de sa milice d'auto-défense. Il s'adonne aussi occasionnellement au vol de bétail au point que, pour le responsable local du ministère de l'Élevage à Bouar, « *tous les groupes armés sont des voleurs de bétail* ».

Les vols de bétail sont commis en milieu rural par les AB du général Ndalé. Leur dernier vol de grande envergure accompagné du meurtre d'éleveurs peulhs a eu lieu fin avril et aurait porté sur environ 600 têtes de bétail dans un campement. Ce vol a déclenché une réaction de force des 3 R qui ont fait une descente sur la localité de Niem le 2 mai et tué plus de 10 personnes dont un pasteur. Depuis, Sidiki Abass menace de venir punir les AB de Ndale à Bouar en cas de nouveaux vols. Cette réaction violente des 3 R a provoqué un déplacement de population préventif vers Baboua et Bouar (presque 95% de la population de Niem ont fui la zone), obligé la MINUSCA à déployer temporairement des forces à Niem et a déclenché un vent de panique à Bouar. Elle a aussi alimenté le contentieux politique local au niveau des membres du conseil municipal de la commune de Niem Yelewa, contentieux qui dure depuis longtemps. Un nouvel épisode de tension a lieu au moment de l'écriture de ce rapport. En août, le porte-parole des 3 R est tombé dans une embuscade tendue par les AB. En réaction, les 3 R ont organisé un raid sur Niem le 30 août et les AB ont érigé des barrières à la sortie de Bouar le 12 septembre, effectué des mouvements sur l'axe Bouar-Bocaranga et tué deux Peuls à Yongoro. Ces tensions augmentent

---

a été arrêté par les forces de la MINUSCA à Kabo en 2014 puis extradé au Tchad en janvier 2015. Il est toujours en prison au Tchad.

<sup>29</sup> Sidiki n'est pas le seul peul à la tête d'un groupe armé en Centrafrique. Il y a aussi Ali Darassa, un ex-commandant de Baba Laddé et ex-commandant de la Seleka qui dirige l'Unité pour la Paix en Centrafrique. L'UPC n'opère pas dans la zone considérée dans ce rapport.

<sup>30</sup> Voir carte.

l'inquiétude de la population de Bouar qui craint toujours une offensive de Sidiki et voit les AB se mobiliser en ville.<sup>31</sup>

Les vols de bétail s'accompagnent parfois de meurtres ou kidnappings des éleveurs. Des rançons de plusieurs millions de FCFA sont alors exigées. A ces vols de bétail les Peulhs (et pas seulement le groupe armé de Sidiki) répondent par des représailles indiscriminées contre les villageois. Le dernier cas remonte à la date du 21 juin 2017 où les Peulhs armés en provenance du Cameroun ont fait une incursion armée au village Kpetene située dans la sous-préfecture de Baboua et au cours de laquelle deux personnes résidentes dudit village auraient été enlevées dont l'un aurait été libérée et l'autre serait toujours en captivité.<sup>32</sup> Ces excursions punitives en territoire centrafricain à partir du Cameroun sont monnaie courante. La localisation



Discussion de groupe avec la communauté de Yelewa (Photo : Thierry Vircoulon, Yelewa, 5 août 2017)

de ces violences recoupe la carte de la présence du bétail dans la préfecture de la Nana-Mambéré. Ainsi les deux communes d'élevage (Gaudrot et Niem Yelewa) sont particulièrement affectées ainsi que la zone entre Nguia-Bouar et Sagani où sont revenus des éleveurs peulhs.<sup>33</sup>

### **Comprendre le conflit dans le conflit : Niem Yelewa**

Bien qu'il paraisse ultra-local, le conflit de la commune de Niem Yelewa éclipse tous les autres problèmes de sécurité de la Nana-Mambéré car les enjeux y sont particulièrement élevés et ont une dimension historique. Ce conflit fait régner une paranoïa collective à Bouar et la commune de Niem Yelewa constitue **la ligne de front** entre les 3 R de Sidiki et les AB de Ndalé dans la Nana-Mambéré. Depuis le début de l'année, deux expéditions punitives des 3 R ont eu lieu à Niem (début mai et fin août).

<sup>31</sup> Radio Ndeke Luka, RCA : la ville de Bouar sous tension ce jeudi, 14 septembre 2017.

<sup>32</sup> Mercy Corps, *Rapport de monitoring : protection et réponses dans la Nana-Mambere et Mambere-Kadei*, juin 2017.

<sup>33</sup> Voir carte.



La commune d'élevage n'est pas seulement une entité juridique particulière dans le système institutionnel centrafricain, c'est aussi et surtout **LA traduction moderne de la chefferie traditionnelle peule en Centrafrique**. Cette chefferie est celle de la famille Idje, la famille pionnière dont le bétail a pris pied en Centrafrique la première fois et avec laquelle les familles aristocratiques peules qui dirigent les autres communes d'élevage entretiennent des relations de dépendance. Le lamido fondateur de Niem Yelewa (Idje du clan Faranko'en du groupe Jafun)<sup>34</sup> a rompu les liens de vassalité avec le royaume de Ngaoundere, s'est installé pendant plusieurs années à la frontière du Cameroun et de la Centrafrique et a décidé de s'installer en Centrafrique dans les années 1920 avec l'accord des autorités coloniales qui souhaitaient favoriser le développement de l'élevage. Plus tard, le lamido Idje a envoyé des membres de sa famille créer la commune d'élevage proche de Bambari au centre du pays. Les communes d'élevage créées après l'indépendance sont un héritage direct de la politique coloniale qui a consisté à encourager le développement de l'élevage en attribuant aux éleveurs peuls certains territoires.<sup>35</sup>

L'irruption des AB et des 3 R dans la commune de Niem Yelewa est directement liée à un conflit entre les dirigeants gbayas et peulhs de la commune. Traditionnellement dirigée par la même famille de lamido depuis sa création en 1962, Niem Yelewa est une commune pluriethnique (60% de Gbayas et 40% de Peulhs) qui se compose de deux zones : une zone de peuplement majoritairement peuhl autour de Yelewa et adossée à la frontière camerounaise et une zone de peuplement majoritairement gbaya autour de Niem et proche de Bouar. La nomination au Conseil National de Transition à Bangui du maire/lamido (Issabi Idje) en 2014 et son maintien en fonction dans le gouvernement Touadéra<sup>36</sup> ont créé non pas une vacance de pouvoir mais une rivalité de pouvoir entre le 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> adjoints au maire, respectivement chefs de Niem et de Yelewa et appartenant chacun aux deux ethnies de la commune. Cette rivalité renvoie au ressentiment silencieux des Gbayas contre la supériorité politique, économique et sociale des Peulhs dans la commune qui n'est pas exempte d'abus et à la volonté d'émancipation des leaders locaux gbayas. Les Gbayas sont traditionnellement associés à la gestion de la commune en occupant la place de 1<sup>er</sup> adjoint au maire. Ils contestent cette position d'infériorité dans le système de pouvoir de la commune. Depuis quelques années, ces derniers mettent en avant l'idée d'une scission en deux de la commune avec l'appui du député local, ce qui leur permettrait de se soustraire à la domination du lamido/maire. Il n'est donc pas étonnant que le déclencheur de la crise actuelle a été le choix du 2<sup>ème</sup> adjoint comme maire intérimaire en 2014 par le lamido. Le 1<sup>er</sup> adjoint gbaya qui estimait mériter cette nomination a commencé à contester à partir de ce moment-là.

La rivalité des deux adjoints en l'absence du maire/lamido les a conduits à faire appel au groupe armé de leur ethnie respective : en 2016, les 3 R ont pris position à Yelewa et les AB à Niem. Le premier adjoint d'ethnie gbaya a même fait du lobbying

<sup>34</sup> Les Mbororo ont plusieurs groupes dont les principaux dans l'Adamaoua et l'ouest de la Centrafrique sont : les Jafun, les Wodaabe, les Daneeji'en et les Ba'en.

<sup>35</sup> Cette politique a été pratiquée aussi bien par les Allemands au Nord-Cameroun que les Français en Centrafrique puis au Cameroun à l'époque coloniale.

<sup>36</sup> Il est conseiller à la présidence en charge des conflits communautaires.

auprès du gouvernement pour obtenir la scission de la commune en deux ou sa transformation en sous-préfecture et a fait une inscription tendancieuse sur le bâtiment de la mairie de Niem en omettant de mentionner Yelewa.

Pour avoir ouvert la commune aux 3 R, le second adjoint a été suspendu pendant trois mois par le ministre de l'Intérieur. La présence des groupes armés a coupé le territoire municipal en deux, entravé la circulation des personnes entre les localités de



La mairie de « la commune de Niem » en omettant Yelewa (Photo : Thierry Vircoulon, Niem, 5 août 2017)

Niem et Yelewa et bloqué l'accès des Peulhs à l'hôpital catholique de la commune situé à Niem – la seule structure de santé dans cette zone. Le décès du 1<sup>er</sup> adjoint au maire en mars 2017 aurait pu diminuer la tension entre les deux composantes de la commune mais l'expédition punitive de Sidiki au début mai l'a ravivée et a provoqué la fuite à Bouar des responsables gbayas de Niem.<sup>37</sup> La réponse contre cette menace a été le déploiement temporaire de casques bleus à Niem et la sensibilisation communautaire menée par la plateforme religieuse de Bouar (visites le 1<sup>er</sup> et 14/15 juin).

Comme il constitue l'abcès de fixation sécuritaire de la préfecture depuis 2016, ce conflit est suivi par la MINUSCA, les autorités préfectorales et la plateforme religieuse qui a fait plusieurs missions dans cette commune. L'idée d'organiser un dialogue intercommunautaire pour résoudre ce problème circule depuis la fin de 2016 et des termes de référence ont été élaborés avec l'appui de Mercy Corps. Cependant les incidents sécuritaires, le refus de Ndalé et de Sidiki de se rencontrer dans la préfecture et des divergences de vues entre partenaires (MINUSCA/ONG/plateforme) sur la configuration de ce dialogue ont empêché cette initiative bien accueillie par la population de se matérialiser. La tension à Niem Yelewa a augmenté au point que, le 9 août, la plateforme religieuse de Bouar a décidé de convoquer une réunion sur ce sujet avec toutes les autorités religieuses, civiles et militaires et les organisations de la société civile. L'idée d'un dialogue intercommunautaire qui prendrait la forme d'une cérémonie de réconciliation collective entre les populations de Niem et Yelewa a été de nouveau validée lors de la réunion de la plateforme religieuse du 9 août 2017.

<sup>37</sup> Le chef de village de Niem a été interviewé à Bouar où il réside depuis mai jusqu'à ce jour.

Le problème de Niem Yelewa démontre comment les ressentiments interethniques, les luttes de pouvoir locales et les groupes armés interagissent pour générer un conflit local. C'est la lutte pour le pouvoir local qui a introduit les groupes armés à l'inverse de Godrot, l'autre commune d'élevage qui est voisine de Niem Yelewa mais où ni les AB ni les 3 R ne se sont implantés de manière permanente. Afin de servir leur agenda, les leaders locaux ont mobilisé leur groupe armé sur la base de leur affiliation ethnique et sans doute de promesses financières.

Pour les parties prenantes, les **enjeux du conflit** de Niem Yelewa sont politiques et économiques :

- Maintien de la domination historique de la chefferie peule et de la position subordonnée des Gbayas ou renversement des relations ethniques traditionnelles entre Peuls et Gbayas (le statu quo ou la révolution locale)
- Contrôle d'un espace riche tant en ressources animales qu'en ressources minières (existence du chantier minier de Pakana entre Niem et Yelewa qui était géré par le 1<sup>er</sup> adjoint au maire et est convoité par les deux groupes armés)<sup>38</sup>

### PROFIL DES GROUPES ARMES DE LA NANA-MAMBERE

#### Les AB de Ndalé

Les AB de Bouar sont divisés en deux groupes : le groupe de Ndalé et le groupe de Bello. Ce dernier suit la ligne des AB légitimistes : il a déposé les armes après le départ de la Seleka et a été récompensé par le président à ce titre. En revanche, les frères Ndalé incarnent la ligne criminelle des AB. Il n'y a pas d'accord de partage de la préfecture entre le groupe de Bello et le groupe de Ndalé. La coordination entre eux n'a jamais été formalisée. Bello et Ahmidou Ndalé ont été tous deux des candidats malheureux aux élections législatives de 2016.

Le groupe de Ndalé est dirigé par trois frères (Marcel, Ibrahim et Ahmidou) originaires de la commune d'élevage de De Gaulle dans la sous-préfecture de Kouï mais qui se sont installés à Bouar de longue date. Si Marcel est actuellement le plus actif (celui qui se fait appeler le « général »), Ahmidou est le coordonnateur en titre des AB et serait proche de Mokom, un des leaders AB. Ils faisaient partie des groupes d'auto-défense contre les zarguinass (et connaissent à ce titre Sidiki depuis longtemps), confectionnaient des grigris (talismans traditionnels) et se sont installés à Bouar avec leur famille



Entretien avec Bello (Photo : Thierry Vircoulon, Bouar, 12 août 2017)

<sup>38</sup> Ce chantier minier a été en plein boom à l'époque où le cours de l'or était élevé. Plusieurs centaines de creuseurs y travaillaient alors. Les 3 R ont chassé les AB de ce site il y a quelques mois. Entretien avec un chef de village, Bouar, août 2017.



élargie. Comme d'autres chefs AB, les Ndalé avaient déjà un passé de violence avant la crise qu'ils ont mis à profit pour s'imposer dans le mouvement AB.

Marcel Ndalé a été arrêté en 2015 par la MINUSCA et transféré à la prison de Bangui d'où il s'est échappé en 2016. Son retour dans son milieu d'origine ne semble pas troubler les autorités policières et judiciaires locales. En fait, ce groupe qui s'oppose à Sidiki et s'est installé dans le quartier Zo kwe Zo de Bouar est ouvertement toléré par les autorités qui ne font rien contre eux, voire profiteraient de leurs activités selon plusieurs témoignages concordants. Lors de l'important vol de bétail du mois d'avril, les bœufs ont traversé Bouar sans réaction des autorités et ils ont été vendus sur les marchés de Carnot et Berbérati. Par ces vols de bétail, le groupe de Ndalé approvisionne les marchés à viande de grandes villes, y compris Bangui. Les ressources financières des AB de Ndalé sont le bétail, les barrières où ils taxent la population et le trafic d'or (ils sont présents en zone aurifère). En septembre, un accrochage lié à des querelles financières a opposé des éléments AB de Ndalé et des militaires centrafricains à Bouar.

### **Les 3 R**

Dirigé par Sidiki Abass, les 3 R sont apparus à la fin de l'année 2015 dans la sous-préfecture frontalière de Kouï dans l'Ouham Pende. Deux récits biographiques différents circulent sur Sidiki : selon ses ennemis, Sidiki est un Peul camerounais ; selon d'autres, c'est un Peul centrafricain originaire de la ville de Baoro sur la route Bouar-Bangui (récit plus crédible). Né à Baoro, il aurait passé plusieurs années au Cameroun, serait un ex-zarguina et ses parents auraient été tués à Baoro par les AB lors de leur soulèvement. Dès lors, sa croisade pour protéger les éleveurs aurait aussi une motivation personnelle. Comme expliqué précédemment, Sidiki se présente comme le défenseur des Peulhs et lutte contre les AB qui volent du bétail dans l'Ouham Pende et la Nana-Mambéré. Il dirige une milice d'auto-défense en l'absence de sécurité fournie par le gouvernement et n'hésite pas à tuer des civils et brûler des villages (comme récemment à Niem). Ses combattants sont de jeunes peuls victimes du conflit et sa protection est rémunérée par les éleveurs. Les 3 R sont présents dans les sous-préfectures de Kouï, Baboua et Bouar. Les accrochages avec les AB ont généralement lieu le long d'une ligne de front nord-sud allant de Kouï à Niem. Les 3 R n'étaient pas présents à la réunion de Sant Egidio à Rome à la fin juin.

### **Le FDPC**

Dirigé par Abdoulaye Miskine de son vrai nom Martin Koumtamadji, un seigneur de guerre tristement célèbre qui s'est fait un nom à l'époque de Patassé en créant l'Unité de Sécurité Présidentielle et plusieurs milices pro-régime, le FDPC a maintenant son fief dans la Nana-Mambéré, et plus particulièrement dans la sous-préfecture de Baboua. Il fait partie des anciens groupes armés de la Centrafrique (il était déjà actif à l'époque de Bozizé) et s'est illustré dans le kidnapping ces dernières années. Miskine est un mercenaire professionnel qui cherche amnistie et argent.

Du fait de son origine géo-ethnique (l'Ouham Pende), le FDPC était initialement

formé de Sara et de Kaba – son dirigeant étant centrafricain par sa mère et tchadien par son père. Depuis son implantation dans la Nana-Mambéré, il a aussi recruté localement. Ce mouvement vit par éclipses : il est actif en période de troubles et entre en sommeil en période d'accalmie sans disparaître pour autant. Après une brève adhésion à la Seleka, son chef s'était réfugié dans l'Est du Cameroun où il a été arrêté à Bertoua le 16 septembre 2013. Les autorités camerounaises le soupçonnaient d'utiliser l'Est du Cameroun comme base-arrière. Ses troupes ont alors terrorisé la zone et effectué une série de kidnappings à la frontière centrafricano-camerounaise (dont un prêtre polonais et des citoyens camerounais) pour obtenir sa libération. Ils ont obtenu gain de cause le 27 novembre 2014 grâce à la médiation du président du Congo-Brazzaville et de Karim Meckassoua, l'actuel président de l'assemblée nationale en Centrafrique. Les autorités camerounaises l'ont confié au président Sassou et Miskine vit depuis cette date au Congo-Brazzaville tandis que ces hommes restent dans la même zone et lui servent de moyens de pression pour vivre confortablement dans un pays voisin.

Le FDPC a encore pris des otages en 2015 dont un pasteur, le maire et le sous-préfet de Baboua qui ont été libérés le 23 juillet 2016. Au Congo-Brazzaville, Miskine a signé un accord pour participer au DDR le 1<sup>er</sup> juin 2017 avec les autorités centrafricaines et la MINUSCA a effectué une séance de sensibilisation peu après. Une partie de ses combattants (177) sont cantonnés au village de Zoukombo près de Baboua sur la route Bouar-Garoua-Boulaï. Ils se livrent occasionnellement au racket des véhicules mais l'essentiel de ses hommes sont encore en brousse dans les sous-préfectures de Baboua, d'Abba et ils effectuent des incursions dans la sous-préfecture d'Amada-Gaza dans la Mambéré-Kadei qui est un fief anti-balaka. Depuis qu'ils ont arrêté les kidnappings, ils survivent grâce au trafic d'or et en obligeant la population à subvenir à leurs besoins. Ils rackettent les collecteurs d'or et de diamants et ont obtenu une « contribution » de 85 millions de FCFA du maire de Gaudrot depuis le début de la crise et de 100 000 FCFA des communautés d'Amada-Gaza lors de leur dernière visite dans cette zone.<sup>39</sup> A Zoukombo, la troupe des FDPC s'est intégrée au village (femmes, alimentation, etc.), son campement n'étant qu'à quelques centaines de mètres du village. Le FDPC est actuellement un groupe armé en attente.

<sup>39</sup> Entretiens avec le sous-préfet d'Amada-Gaza et des acteurs humanitaires, Berbérati, août 2017.

## 6. Les conséquences du conflit

Les conséquences de la crise qui a débuté en 2013 constituent l'environnement dans lequel intervient le programme ASPIRE et doivent être prises en compte par les initiatives de résolution du conflit. Ces conséquences sont :

- la fin de la position sociale dominante des musulmans
- l'émergence de nouveaux pouvoirs dans la gouvernance locale
- la prévalence d'interprétations antagoniques du conflit qui révèlent les dissensions intercommunautaires
- la persistance d'un fort sentiment d'insécurité
- des tendances à la discrimination
- le freinage du retour des réfugiés
- la fermeture ponctuelle de la frontière par les autorités camerounaises

Dans ce contexte, ce chapitre s'achève par une liste des attentes et demandes exprimées par les représentants communautaires lors de la recherche. Ces demandes et attentes doivent être prises en compte dans le cadre de la programmation des ONG internationales dans cette zone.

### Changement de la structure du pouvoir local et de la gouvernance locale

La crise a modifié la **structure du pouvoir local** en remettant en cause la position dominante des musulmans et en faisant émerger de nouveaux pouvoirs, dont les groupes armés.

Premièrement, la **position dominante des musulmans a pris fin**. Avant la crise, ces derniers représentaient le **centre du pouvoir économique** en jouant un rôle clé dans les secteurs suivants : transport routier (circulation des marchandises et des gens), filière de la viande (de l'élevage jusqu'à la boucherie), commerce de gros à Bouar et filière minière (mainmise sur la commercialisation de l'or et du diamant à partir des sites miniers). Ils constituaient la majorité des grossistes au centre-ville de Bouar et contrôlaient la majeure partie des flux économiques entre la Centrafrique et le Cameroun grâce au transport et au commerce de gros. Les éleveurs approvisionnaient aussi le marché de Bouar en viande et la plupart des grands commerçants étaient des néo-éleveurs (citadins qui avaient des troupeaux autour de Bouar). A cause de la crise, les éleveurs ont perdu la majeure partie de leur cheptel et se sont gravement appauvris. Il en est de même des agro-éleveurs gbaya qui n'ont pas été épargnés par les AB. Lors des entretiens, un imam a indiqué avoir perdu tous ses bœufs (348) et un agro-éleveur gbaya aussi (18). Le cheptel du lamido de Godrot est passé de 1 000 à 200 têtes de bétail depuis le début de la crise. Les Peuls de Niem Yelewa ont aussi subi de lourdes pertes et réclament les moyens de reconstituer leur cheptel.<sup>40</sup> Le poids économique des musulmans se traduisait aussi par une influence politique : dans la Nana-Mambéré, non seulement les maires des communes d'élevage (Gaudrot et Niem Yelewa) sont musulmans mais le maire du chef-lieu de la préfecture (Bouar) l'était aussi auparavant.

---

<sup>40</sup> Focus group, Yelewa, August 2017.

Toutefois, les musulmans n'ont pas perdu toutes leurs positions économiques et politiques. Politiquement, le lamido/maire de Niem Yelewa utilise sa position de conseiller à la présidence pour bloquer la tentative de scission de sa commune et, à Bouar, la communauté musulmane est représentée au sein du conseil municipal par un membre de la famille de notables musulmans dont était issu l'ancien maire. Économiquement, les grands acteurs économiques de Bouar se sont repliés au Cameroun et à Garoua Boulai d'où ils continuent de gérer tant bien que mal leurs affaires. Ils sont encore très présents dans le commerce de gros et dans la commercialisation des ressources minérales mais à distance. À ce titre, l'arrivée récente d'une société chinoise qui prospecte dans la sous-préfecture d'Abba peut constituer une nouvelle concurrence pour les commerçants et creuseurs artisanaux.<sup>41</sup> Le départ des grands commerçants à Garoua Boulai a créé un vide sur la scène économique locale mais ce vide ne peut être comblé uniquement par les acteurs économiques non-musulmans restés à Bouar car ils ont une surface financière inférieure aux commerçants musulmans.

Deuxièmement, de **nouveaux pouvoirs émergent**. Ces nouveaux pouvoirs comblent le vide d'Etat, sachant que le discrédit de l'Etat a précédé la crise.<sup>42</sup> Ces pouvoirs de substitution sont les groupes armés, la plateforme religieuse, la MINUSCA et les ONG internationales.

Les 3 groupes armés de la zone étudiée font partie prenante du système de gouvernance locale et entretiennent des relations différentes avec les pouvoirs institutionnels qui sont de nature locale (maires, chefs de villages) et nationale (préfets, sous-préfets, magistrats, etc.). La typologie de ces relations va du **défi ouvert à la collaboration discrète**.

Les 3 R constituent un défi ouvert aux autorités d'Etat mais pas aux autorités locales peules. En effet, le maire de Kouï et le second adjoint au maire de Niem Yelewa ont été suspendus par le gouvernement en raison de leur collaboration avec les 3 R. En l'absence de la police et de la gendarmerie, les pouvoirs locaux (maires et chefs de quartier) sont en première ligne avec les groupes armés qui les rackettent. Selon un représentant local racketté par les 3 R et le FDPC, c'est le « prix de la paix » qu'il faut payer pour éviter les problèmes.<sup>43</sup> Le FDPC survit en rackettant les autorités et communautés locales (à Amada-Gaza, la « contribution » de la population a été organisée par la mairie ; à Baboua par la paroisse). En revanche, les combattants du FDPC ne défient pas les autorités d'Etat dont ils attendent leur prise en charge. Les AB sont dans une configuration complètement différente : ils ont une relation de proximité avec les pouvoirs locaux (maires et chefs de villages gbayas) et une relation de complaisance/complicité avec le pouvoir d'Etat. Ces relations s'expliquent par le fait que :

- les AB bénéficient d'une aura populaire certaine pour avoir combattu la Seleka,

---

<sup>41</sup> Les effets négatifs de l'implantation de sociétés chinoises dans le secteur minier se font déjà sentir dans la préfecture voisine de la Mambere-Kadeï (expulsion d'artisans miniers, collusion avec les autorités locales).

<sup>42</sup> International Crisis Group, *République centrafricaine : anatomie d'un Etat fantôme*, 2007.

<sup>43</sup> Entretien avec un maire, Bangui, août 2017.

- ils sont les « fils du pays », donc ils bénéficient d'une forte sympathie et implantation locales (à titre d'exemple, le comzone des AB à Abba est le fils de la maire de la ville),
- le rapport de force avec les services de sécurité d'Etat est à leur avantage. Lors de plusieurs entretiens et y compris durant la réunion publique de la plateforme religieuse, les services de sécurité ont affirmé qu'ils ne pouvaient s'opposer aux AB en particulier et aux groupes armés en général.<sup>44</sup> Ils n'hésitent pas à avouer leur situation d'infériorité par rapport aux groupes armés. Par conséquent, les autorités de sécurité recommandent la sensibilisation des groupes armés au lieu de la sanction sans dire la sensibilisation à quoi et par qui...

Dans la zone de recherche, les autorités d'Etat doivent composer avec l'installation en zone rurale et urbaine d'un nouvel acteur de pouvoir (les groupes armés) mais, dans certains cas, elles vont plus loin et s'associent aux activités économiques criminelles des AB (vols de bétail). Cela marque le début de constitution d'un **système mafieux**, i.e d'un système économique où les criminels et les autorités coopèrent dans un but d'enrichissement illicite.

A Bouar, la MINUSCA est le principal pourvoyeur de sécurité de l'aveu même des forces nationales qui confessent ouvertement leur impuissance. Les ONG sont le principal pourvoyeur d'emplois formels et la plateforme



Réunion de la Plateforme Interreligieuse de Bouar (Photo : Thierry Vircoulon, Bouar, 13 août 2017)

religieuse est de facto l'autorité la plus respectée de la ville. Elle joue un rôle-clé en termes de gouvernance locale, a un pouvoir de réunion/coordination des acteurs et est considérée comme au-dessus des autres organisations de la société civile, comme incarnant la « voix de la population ». Tout en se saisissant des problèmes de gouvernance et de sécurité (comme le problème de Niem Yelewa), elle fait preuve d'une grande retenue dans les débats publics et n'essaie pas d'imposer ses vues/solutions. Elle anime un cadre de concertation qui réunit tous les acteurs locaux et internationaux et doit permettre de dégager des solutions consensuelles. Elle

<sup>44</sup> La question de l'infériorité des services de sécurité d'Etat ne se réduit pas aux armes et aux effectifs de la police, gendarmerie et armée mais doit aussi inclure la protection magique (« médicaments », « blindage », etc.) dont bénéficient les miliciens et qui constitue un avantage sur les forces de l'Etat.



conçoit son rôle non pas comme un acteur de pouvoir mais comme un acteur moral qui a la capacité de mettre les problèmes sur l'agenda public local.<sup>45</sup>

### Deux récits contradictoires

Au niveau communautaire, **deux interprétations antagonistes dominantes** des relations entre les musulmans et les non-musulmans sont mises en avant et révèlent les dissensions intercommunautaires. Alors que les premiers développent un discours de victimisation très marqué, les seconds reprochent aux musulmans leur domination économique. Il convient de noter que ces reproches ne sont pas systématiques. Grâce à leur prépondérance dans le transport, le commerce et l'élevage, les musulmans auraient exploité la population gbaya et utilisé leur richesse pour corrompre les fonctionnaires en cas de litiges de propriété ou entre éleveurs et agriculteurs. Les Peulhs ont une image bien plus négative que les commerçants en raison des règlements de comptes violents liés aux vols de bétail.<sup>46</sup>

De leur côté, les musulmans s'estiment victimes **d'une discrimination ancienne** de la part non pas de la population gbaya mais de l'administration et plus particulièrement des forces de sécurité. Ils expliquent qu'avant la crise leur richesse - et non leur religion - a fait d'eux les victimes de prédilection des fonctionnaires corrompus. A l'appui de cette argumentation, ils citent fréquemment le fait que les gendarmes leur extorquaient de l'argent pour agir contre les voleurs de bétail et qu'ils étaient rackettés aux barrières tenues par les forces de sécurité. Si cet argument n'est guère valable (le racket aux barrières est un phénomène général auquel peu de Centrafricains échappent), en revanche le premier l'est certainement. Les récits de collusion entre gendarmes (voire FACA) et voleurs de bétail sont nombreux. Bien que des éleveurs aient payé les gendarmes pour arrêter des voleurs de bétail (ce qui est en soi un premier paradoxe !), ceux-ci parvenaient très souvent à échapper miraculeusement aux gendarmes (ce qui est en soi un second paradoxe !).

Ces deux lectures opposées de l'histoire centrafricaine ne sont pas propres à Bouar mais sont développées un peu partout dans le pays. En revanche, on notera le fait que tout le monde s'accorde sur l'absence de tensions religieuses en Centrafrique avant cette crise et sur la fréquence des mariages interethniques et inter-religieux. Les deux récits ont pour point commun de mettre en évidence la position économique dominante des musulmans dans la société locale – position qui est décrite comme une injustice (mais pas systématiquement) ou comme un risque. Dans les deux cas, **la corruption est mentionnée comme le cœur du problème** : la corruption des fonctionnaires pèse sur les riches musulmans et la corruption des fonctionnaires est utilisée par les riches musulmans.

### Persistance d'un fort sentiment d'insécurité

Malgré le calme relatif qui règne dans cette zone par rapport à d'autres régions du pays, la persistance des groupes armés conduit logiquement à la persistance d'une psychologie collective de conflit marquée par une **forte angoisse et paranoïa**

<sup>45</sup> Entretien avec des membres de la plateforme religieuse, Bouar, août 2017.

<sup>46</sup> Le cadre traditionnel de règlement des litiges entre éleveurs et agriculteurs n'empêchait pas parfois les vengeances privées contre les voleurs de bétail.

**collectives**, présentes en milieu urbain et rural. Même si les armes ne sont pas visibles en ville, la présence d'un leader AB (Ndalé) dans la capitale provinciale au vu et au su des autorités et de la MINUSCA est un facteur très anxiogène pour la communauté musulmane. La communauté musulmane de Bouar se sent très vulnérable en raison de la présence dans le quartier Zo kwe Zo du général Ndalé et de ses hommes. Elle craint que des combats entre les 3 R et les AB en milieu rural conduisent à des représailles contre elle ou qu'elle fasse l'objet d'attaques préventives des AB si Sidiki mettait à exécution sa menace de descendre sur Bouar.

Depuis l'excursion punitive de Sidiki à Niem en mai, les rumeurs d'une attaque de Bouar qui serait précédée d'une infiltration de ces éléments au quartier Haoussa sont fréquentes. A tel point que le maire a fait plusieurs démentis à la radio pour rassurer les populations. Il convient de noter que certaines de ces rumeurs sont propagées par les forces de sécurité elles-mêmes qui ne cachent pas leur incapacité à faire face à cette menace si elle se matérialisait.<sup>47</sup> Il convient aussi de noter que la rumeur d'une infiltration du quartier Haoussa justifierait, aux yeux de beaucoup, une attaque préventive des AB contre ce quartier.

Ce sentiment de vulnérabilité est d'autant plus fort que les musulmans de Bouar n'ont pas tellement confiance dans la réactivité de la MINUSCA mais ont encore moins confiance dans les forces de sécurité nationales. Ainsi la communauté du quartier Haoussa a été très inquiète du départ des troupes de la MINUSCA stationnées dans le quartier consécutif au départ du contingent congolais. Des séances d'explications par les autorités municipales et la MINUSCA ont été nécessaires pour les rassurer.

Les communautés rurales ont aussi un fort sentiment de vulnérabilité face aux groupes armés. De même que la population de Bouar craint une offensive de Sidiki, la population majoritairement peuhle de Yelewa craint une attaque des AB et les villages proches de la frontière craignent les incursions de Peulhs armés.

Dans ce contexte de paranoïa réciproque, la plateforme religieuse joue un rôle important en étant à l'écoute du **trauma collectif**.

### **Obstacle au retour des réfugiés musulmans**

Cette paix armée crée un sentiment d'insécurité qui empêche le retour des réfugiés qui se trouvent au Cameroun et à la ville frontalière de Garoua Boulai. Comme l'indique le monitoring des mouvements de population ci-dessous, les retours sont de faible ampleur dans la préfecture de la Nana-Mambéré, notamment comparés aux chiffres dans la préfecture voisine de la Mambéré-Kadei.<sup>48</sup> Les retours sont quasi-inexistants dans l'Ouham-Pende. L'insécurité est le premier obstacle au retour des musulmans réfugiés au Cameroun, qu'ils soient commerçants ou éleveurs. Ainsi, les grands commerçants de Bouar restent à Garoua Boulai d'où ils mènent leurs opérations commerciales.

---

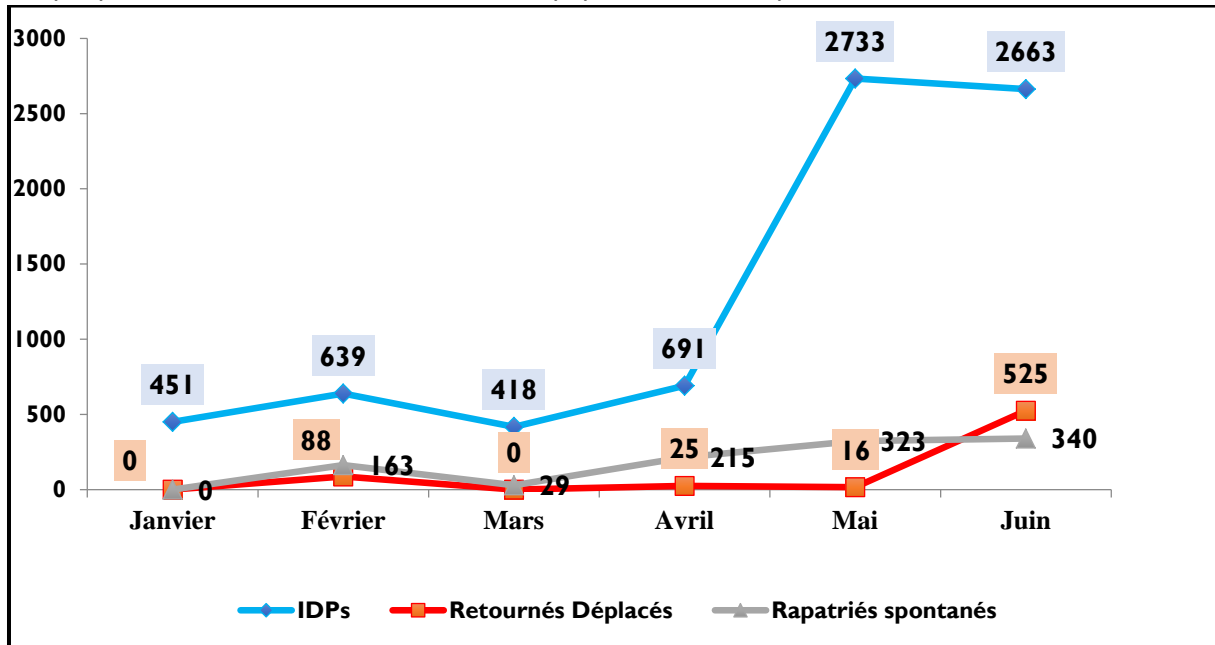
<sup>47</sup> Entretien avec le chef de groupement du quartier Haoussa et entretiens avec le commissaire et le commandant de la gendarmerie, Bouar, août 2017.

<sup>48</sup> Voir Mercy Corps, *Rapport de monitoring : protection et réponses dans la Nana-Mambere et Mambere-Kadei*, juin 2017.



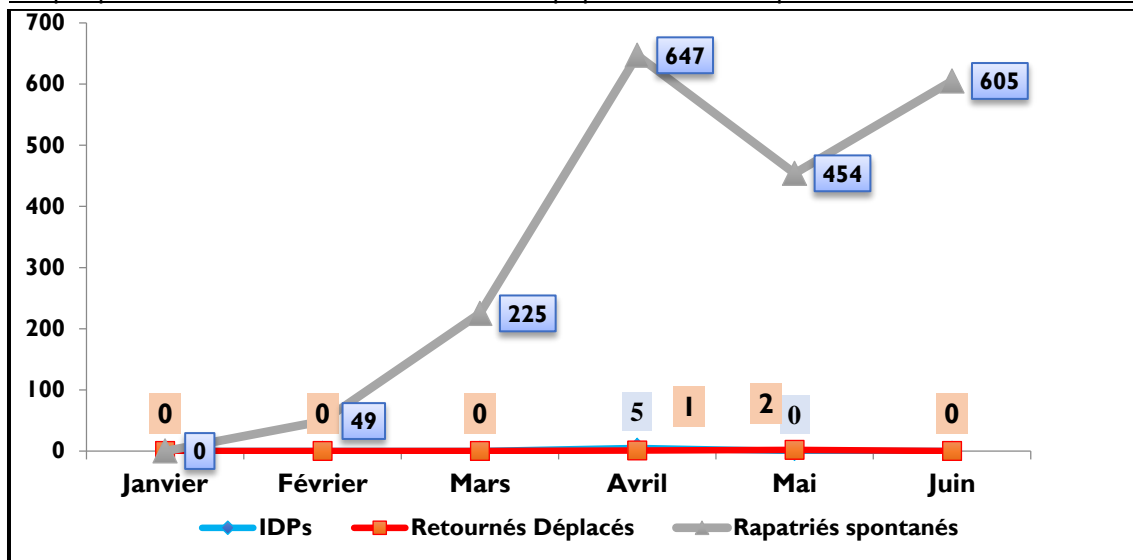
Parmi les réfugiés musulmans, ceux qui sont appelés les « arabes » (Tchadiens, Soudanais, Mauritaniens, etc.) sont complètement rejetés comme collaborateurs de la Seleka.<sup>49</sup> Leur retour est donc exclu et les quelques tentatives individuelles qui ont eu lieu ont été bloquées.<sup>50</sup>

Graphique 1 : Tendence de mouvement de la population dans la préfecture de la Nana Mambéré<sup>51</sup>



Les retours des réfugiés dans la préfecture de la Mambéré-Kadei sont deux fois plus importants que dans la préfecture de la Nana-Mambéré :

Graphique 1 : Tendence de mouvement de la population dans la préfecture de la Mambéré-Kadei<sup>52</sup>



<sup>49</sup> Le même phénomène a été observé par le consultant dans la préfecture de la Mambere-Kadei.

<sup>50</sup> D'après un informateur, un collecteur d'or et de diamants arabe considéré comme proche de la Seleka a tenté de revenir à Abba et a été chassé par les AB.

<sup>51</sup> Données collectées par le programme de protection de Mercy Corps, Bouar, juillet 2017

<sup>52</sup> Données collectées par le programme de protection de Mercy Corps, Bouar, juillet 2017

## Tendances discriminatoires

### - *Position commerciale : la perte du centre-ville*

Si les musulmans peuvent maintenant circuler librement dans les quartiers et que des retours sont observés au quartier Haoussa, en revanche ils n'ont pas pu reprendre leur position commerciale au centre-ville. Alors que les commerçants musulmans étaient nombreux au centre-ville avant la crise, ils sont maintenant très minoritaires. Le marché central qui est en cours de réfection ne compte que deux commerçants musulmans (tous les deux bouchers) sur 33 places attribuées. La perte de leur domination commerciale qui est symbolisée par leur absence du centre-ville est amèrement vécue par les musulmans. Cette situation urbaine résulte plus de la fuite des grands commerçants musulmans à Garoua Boulai et au Cameroun que d'une politique d'exclusion délibérée et systématique.

En zone rurale, il y a aussi une présence musulmane résiduelle liée au petit commerce et aux chantiers d'orpaillage. Cette présence est acceptée mais quelques frictions ont parfois lieu comme dans la commune de Zotoua-Bangarem. Un exploitant minier musulman a été pris à parti par la population locale, affaire qui a été gérée par le comité de paix et par le député de cette circonscription.<sup>53</sup>

### - *Entraves à la circulation dans les zones d'action des groupes armés*

Comme la confrontation n'est plus urbaine, la liberté de circulation a été rétablie en ville grâce à la combinaison des projets SVC et ASPIRE de Mercy Corps et à la normalisation sécuritaire, mais pas en milieu rural. La confrontation entre les 3 R et les AB aboutit à interdire la circulation aux communautés situées de part et d'autre de la « ligne de front ». Lors de la crise de Niem Yelewa, les habitants n'ont pas pu circuler entre ces deux localités – entrave qui a cessé peu après. Toutefois pour les Peulhs, Bouar reste une no-go area, ce qui est très préjudiciable à leurs activités économiques. Des éléments AB ont créé un point de contrôle illégal au croisement des routes de Niem et Bocaranga, à environ 10 km au nord de Bouar, dans le village de Yongo. Des taxes sont imposées aux véhicules et aux piétons.

### - *Occupation des maisons des musulmans*

Dans les deux quartiers musulmans de Bouar, des maisons de déplacés/réfugiés sont occupées illégalement. Leur recensement est actuellement en cours par les autorités de la ville, donc aucun chiffrage n'est disponible mais NRC a fait des formations des responsables municipaux et des chefs de quartier. Selon la plupart des personnes interrogées, la meilleure façon de faire restituer ces biens est le dialogue par les chefs de quartier et les leaders religieux accompagné d'une compensation financière si nécessaire. Les leaders musulmans du quartier Haoussa souhaitent la résolution pacifique de ce problème et acceptent, ce faisant, l'idée d'une « prime de départ » pour les squatteurs.

## Fermeture ponctuelle de la frontière

---

<sup>53</sup> Entretien avec le député de cette circonscription, Bangui, août 2017.

Le climat d'insécurité a obligé les autorités camerounaises à fermer temporairement leur poste-frontière en juillet (Toktoyo). Après les incidents frontaliers qui ont eu lieu en 2013 et 2014, les autorités camerounaises réagissent au banditisme transfrontalier et aux risques en provenance de Centrafrique en fermant ponctuellement la frontière.<sup>54</sup>

### **Attentes et demandes au niveau communautaire**

---

#### **- Emploi**

La principale, voire unique, raison avancée par les personnes interrogées pour expliquer l'adhésion des jeunes aux groupes armés est le manque d'emplois. Le chômage est souligné unanimement comme la cause de la milicianisation de la jeunesse. La seconde raison mise en avant par une minorité des interviewés est le manque d'éducation, i.e le fait que les jeunes n'ont pas l'opportunité de faire des études et sont donc livrés à eux-mêmes et prêts à « faire n'importe quoi » sans réfléchir aux conséquences de leurs actes.

#### **- Sécurité**

La sécurité est la demande commune à toutes les communautés : en ville et en zone rurale, les musulmans sont en demande de sécurité vis-à-vis des AB tandis que les non-musulmans sont en demande de sécurité vis-à-vis des 3 R et des Peulhs armés. Si pour certains la solution est le déploiement des FACA, d'autres comptent sur un renforcement de la MINUSCA.

#### **- Non-discrimination**

Les musulmans ont une forte demande de traitement égalitaire par les autorités d'Etat, et plus particulièrement par les services de sécurité et de justice. Les leaders musulmans reconnaissent le progrès que constitue le fait que les fêtes musulmanes soient maintenant officiellement des jours fériés. Cette décision a été prise par le nouveau gouvernement en 2016. Mais ils accordent une grande importance à un changement de comportement des administrations à leur égard. Ce changement de comportement passe par la prise en compte de leurs préoccupations de sécurité par les services de gendarmerie et de police (traitement équitable de leurs plaintes notamment) et par un traitement équitable des requêtes des musulmans adressées aux services préfectoraux et judiciaires.

---

<sup>54</sup> En 2013, le chef du poste frontière de Toktoyo avait été assassiné par des éléments armés venant de Centrafrique (probablement ex-Seleka).

## 7. Recommandations

Les recommandations de ce chapitre relèvent de plusieurs catégories : en premier sont développées les recommandations de nature sécuritaire, puis les recommandations de nature communautaire, sociale et économique. La nomination d'un nouveau préfet après presque un an de vacance et le déploiement des FACA à la garnison de Bouar doivent être saisis comme des opportunités pour débattre de la sécurité dans cette zone et trouver des solutions consensuelles.

### **Lutter contre les voleurs de bétail**

*A l'attention des ONG et de la plateforme religieuse :*

Les vols de bétail étant au centre de la dynamique de violence dans la région, il est impératif de mettre ce problème sur l'agenda sécuritaire des autorités et de la MINUSCA au plus haut niveau (Bangui). Les ONG et la plateforme religieuse devraient utiliser toutes les opportunités de faire un plaidoyer pour mettre en avant ce problème sécuritaire. Elles devraient saisir en privé et publiquement (lettre ouverte) les autorités gouvernementales et la MINUSCA et demander des mesures de sécurité (incluant l'arrestation des frères Ndalé et de Sidiki) avant le début de la saison de la transhumance en décembre. Comme la MINUSCA a conçu un plan de sécurisation de la transhumance et que le gouvernement compte faire à Bouar le premier déploiement des militaires formés par l'EUTM,<sup>55</sup> les ONG et la plateforme religieuse devraient demander que la MINUSCA et le gouvernement priorisent la lutte contre le vol de bétail dans le cadre de leurs actions dès la fin de cette année.

### **Organiser des rencontres entre les éleveurs et les autorités locales et préfectorales**

---

*A l'attention des autorités locales et préfectorales, des comités de paix et de la plateforme religieuse :*

Afin de préparer la prochaine transhumance, des rencontres devraient être organisées entre les autorités locales et préfectorales et les représentants des éleveurs (FNEC). Ces discussions devraient permettre de débattre des problèmes de sécurité et de prendre des mesures préventives dans la perspective de la transhumance à venir. Cette discussion est indispensable pour trouver un compromis satisfaisant les intérêts des deux parties : la sécurité des troupeaux et l'absence d'armement des éleveurs. Cette discussion permettra de prendre des mesures particulières pour sécuriser les communes d'élevage et les parcours de transhumance. Elle permettra aussi de prévoir le règlement des litiges entre éleveurs et agriculteurs.<sup>56</sup> Une première grande réunion devrait être organisée par la plateforme religieuse et, en fonction des localités, les comités de paix seraient associés aux réunions locales. Le nouveau préfet ayant juste été nommé en août, il devrait être immédiatement briefé sur ce problème et jouer un rôle moteur dans la préparation de la prochaine transhumance.

---

<sup>55</sup> Le ministre de la Défense sortant a prévu que la garnison de Bouar réfectionnée en partie par la MINUSCA et qui a été inaugurée par le président Touadéra en mai soit le premier site de redéploiement des FACA en province.

<sup>56</sup> Ces litiges sont habituellement réglés de manière informelle au niveau local.

## **Inclure le FDPC dans le projet pilote de DDR**

*A l'attention des autorités locales, des ONG et de la plateforme religieuse :*

Le groupe de combattants du FDPC qui se trouve à Zoukombo se dit en attente du DDR et a déjà eu des séances de sensibilisation par la MINUSCA. Les ONG, les autorités locales et la plateforme religieuse devraient faire un plaidoyer auprès de la MINUSCA et du gouvernement pour que la totalité des combattants de ce groupe bénéficie du projet pilote de DDR. Cela permettrait de mettre fin à la présence de ce groupe armé sur la route la plus stratégique de Centrafrique.

## **Mettre en œuvre le dialogue tant attendu entre les communautés de Niem et Yelewa**

*A l'attention des autorités locales, des ONG et de la plateforme religieuse :*

Le dialogue intercommunautaire entre Niem et Yelewa est à l'agenda depuis la fin 2016 mais n'a toujours pas eu lieu, ce qui a contribué à la détérioration de la situation sécuritaire. Par ailleurs, lors de la réunion du 9 août organisée par la plateforme religieuse, l'idée de ce dialogue a encore été réaffirmée. Bien que la rumeur de la nomination d'une nouvelle délégation spéciale (équivalent du conseil municipal) circule,<sup>57</sup> l'organisation de ce dialogue ne devrait pas être encore reportée. Compte-tenu de la détérioration du climat sécuritaire, ce dialogue ne devrait concerner que les représentants des communautés de Niem et Yelewa et exclure les groupes armés et le gouvernement.<sup>58</sup> Idéalement, ce dialogue devrait aboutir à une cérémonie de réconciliation et à des mesures visant à améliorer les relations et le bien-être de ces communautés.

## **Mettre en évidence la complémentarité d'activités et d'intérêts entre éleveurs et agriculteurs**

*A l'attention des comités de paix en zone rurale et des ONG :*

Actuellement les éleveurs peuls sont diabolisés en Centrafrique. Pour les raisons exposées dans cette étude, leur image est extrêmement négative au point que certains remettent en cause l'existence même des communes d'élevage et la légitimité de la présence des Peuls en Centrafrique. Une campagne de communication devrait être élaborée afin de montrer que les éleveurs et les agriculteurs ont des intérêts communs et que le *soobaajo* est mutuellement avantageux. Cette campagne serait basée sur les échanges économiques traditionnels (produits agricoles contre lait et viande) mais aussi sur les pratiques culturelles et les pratiques d'élevage (usage des excréments animaux comme fertilisants, culture attelée, etc.).

## **Mettre en œuvre un projet de restitution des logements et biens illégalement occupés**

---

<sup>57</sup> Entretien avec les autorités préfectorales et le conseiller Idje, Bangui et Bouar, août 2017.

<sup>58</sup> Les précédentes tentatives d'implication des autorités nationales ont été infructueuses et risquent de compliquer l'initiative.

*A l'attention des autorités municipales, de la plateforme religieuse, des comités de paix et des ONG :*

La restitution des logements et biens illégalement occupés à Bouar permettrait de détendre les relations entre musulmans et non-musulmans et de faciliter le retour des premiers. Une fois le recensement de ces biens achevés, il conviendrait que la mairie lance une initiative de restitution par la médiation et le dialogue à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres villes du pays avec l'appui de NRC (Berbérati, Carnot, Sibut). Pour les transactions immobilières, les sous-préfets de la Nana-Mambéré pourraient s'accorder sur le même protocole que leurs collègues de la préfecture voisine (Mambéré-Kadeï). Ce protocole prévoit que la légalité des propriétaires est vérifiée avec témoins en cas de transaction immobilière.

### **Veiller à l'égalité de traitement entre musulmans et non-musulmans par les services de sécurité, l'administration préfectorale et les tribunaux**

*A l'attention de la plateforme religieuse, des comités de paix et des ONG des droits de l'homme :*

La plateforme religieuse et les comités de paix devraient suivre les relations entre l'administration et la communauté musulmane de Bouar et porter une attention particulière aux cas de traitement inégalitaire des musulmans par les services de sécurité, l'administration préfectorale et les tribunaux. Si tels cas sont identifiés, la plateforme religieuse et les comités de paix devraient les signaler aux autorités compétentes et utiliser les voies de droit ou de fait disponibles pour corriger de telles actions. Une campagne de communication sur le sujet devrait être organisée à la radio par une ONG locale des droits de l'homme.

### **Développer un programme à haute intensité de main-d'œuvre pour les jeunes de localités sensibles**

*A l'attention des ONG, de la MINUSCA et des autorités locales :*

Dans les localités où la présence des AB est assez forte (par exemple, le quartier Zo kwe Zo à Bouar ou Abba) et où Mercy Corps intervient, il conviendrait de mettre en oeuvre un programme à haute intensité de main-d'œuvre. Ce programme « cash for work » permettrait de détourner les jeunes des groupes armés et de leur donner un petit capital leur permettant de commencer une activité génératrice de revenus qui les déconnectera des groupes armés. La mise en oeuvre de ce programme pourrait être confiée aux comités de gestion (COGES) mis en place par Mercy Corps qui s'occuperait uniquement de la coordination et de la supervision du programme. Cela permettrait aux COGES d'avoir un rôle de développement communautaire. Compte-tenu du nombre de localités à traiter, la MINUSCA pourrait joindre cette action et la financer par ses fonds dédiés au programme de réduction de la violence communautaire.



## 8. Annexes

### Calendrier de la mission

Date	Lieu	
18 juillet	Bangui	Arrivée à Bangui
19-26 juillet		Entretiens
27 juillet	Bouar	Recherche dans la Nana-Mambéré
1 août		Visite à Niem et Yelewa
3 août		Visite à Baboua
9 août		Réunion de la plate-forme interreligieuse de Bouar
10 août	Bangui	Retour à Bangui
15 août		Debriefing avec l'équipe de Mercy Corps
29 août		Départ vol Air France

### Liste des personnes rencontrées

Nom	Fonction	Lieu
<b>Acteurs nationaux</b>		
Issabi Idje	Conseiller à la présidence, lamido de Niem Yelewa	Bangui
Jean Félix Riva	Chef de cabinet particulier du président de l'assemblée nationale	Bangui
Georges Yalakanga	Député de la circonscription de Bouar	Bangui
Albert Yarisson Doyari	Député de la circonscription de Bouar	Bangui
Arsène Sende	Conseiller à la cour de cassation	Bangui
Imam Oumar Kobine Layama	Membre de la plateforme religieuse de Bangui	Bangui
Anatole Banga	Vice-président de l'Alliance des Evangéliques en Centrafrique	Bangui
Youssoufa Yerima Mandjo	Ministre de l'Elevage	Bangui
Marie Noelle Koyara	Conseillère à la présidence, ex-ministre de la Défense et nouvelle ministre de la Défense	Bangui
Alphonse Kota-Guinza	Chargé de mission production au ministère de l'Elevage	Bangui
Abdallah Cherif	Fonctionnaire au ministère de l'Agriculture	Bangui
Ata Modibo	Coordonnateur national de la Fédération Nationale de l'Elevage de Centrafrique (FNEC)	Bangui
Dr Mokondji	Directeur de l'Agence Nationale de l'Elevage (ANDE)	Bangui
Michel Babingui	Inspecteur du ministère de l'Intérieur	Bangui
Guy Florent Ankogui-Mpoko	Professeur à l'université de	Bangui



	Bangui	
<b>Acteurs locaux</b>		
Lazare Nambena	Maire	Bouar
	Maire	Baboua
	Prêtre de la paroisse de Baboua	Baboua
Farikou	Lamido/maire de Gaudrot	Bangui
Yves Djalla	Procureur du tribunal de grande instance	Bouar
Alain Michel Tolindo	Procureur à la cour d'appel de Bouar	Bangui
Pascal Aimé Delimo	Président de la cour d'appel de Bouar	Bangui
Marietta Ngaba	Secrétaire générale de la préfecture de la Nana-Mambéré	Bangui
Dieudonné Baka	Sous-préfet de Abba	Bouar
	Sous-préfet	Baboua
Claude Basili Mokili	Inspecteur des Eaux et Forêts	Bouar
Jean-Claude Zoumaldi	Chef du secteur élevage de la sous-préfecture de Bouar	Bouar
Lambert Gnapelet	Ex-DG du ministère de l'Environnement, politicien	Bouar
Oscar Sango	Commissaire de police	Bouar
Mathurin Ngaibona	Adjoint au commandant de la brigade territoriale de gendarmerie	Bouar
Vincent Baya Veke	Inspecteur des douanes	Bouar
Ahmadou Ahidjo	Chef de groupement du 4 <sup>ème</sup> arrondissement	Bouar
Doukou Oumarou	Chef de groupement du 2 <sup>ème</sup> arrondissement	Bouar
Guylain Ndoubenoue	Coordonnateur de la maison de la société civile	Bouar
Joseph Koyesse	Président du Conseil préfectoral de la jeunesse de la Nana-Mambéré	Bouar
	Plateforme des femmes leaders	Bouar
	Association Lango Songo (association de femmes musulmanes et chrétiennes)	Bouar
Père Mireck, pasteur Bassala, imam Yaya Aboubakar, imam Djingui	Responsables de la plateforme interreligieuse	Bouar
Mahamat Sani Oumani	Chef de quartier, président du comité de paix du 4 <sup>ème</sup> arrondissement	Bouar
	Comité de paix du 1 <sup>er</sup> arrondissement	Bouar
« Général » Ndale	Coordonnateur des anti-balaka	Bouar
Bello	Ex-coordonnateur des anti-balaka	Bouar
	Combattants du FDPC	Zoukombo
	Chef du village	Zoukombo
Pierre Simplicite Zadimo	Chef du village de Niem	Bouar
Ahmed Sale	Père éducateur du programme Aspire de Mercy Corps	Niem
Focus group	Population villageoise	Yelewa

Ahmadou Pachirou	Adjoint au maire	Yelewa
Ahmidou Bihamadou	Ex-représentant de la FNEC à Baoro, membre de la famille du lamidot	Yelewa
	Commerçant	Bouar
	Restauratrice	Bouar
<b>Acteurs internationaux</b>		
<b>ONG</b>		
Christian Mulamba	Chef de mission de International Medical Corps	Bangui
Martine Villeneuve	Chef de mission de Danish Refugee Council	Bangui
Sosthène	Chef de mission de Cordaid	Bangui
Nathalie Vezier	Chef de délégation de la Croix-Rouge Française	Bangui
Adrien Nifisha	Chef de mission de Avocats sans Frontières	Bangui
Hans Fly, Mahamadou Maiga et François Seignat	Catholic Relief Service	Bouar
	Chef de base du Fonds Luthérien Mondial	Bouar
Jacques Suire	Conseiller sécurité de INSO	Bangui
Salma Ben Aissa	Directrice adjointe de programme International Rescue Committee	Bangui
<b>Nations Unies</b>		
Parfait Onanga	Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU	Bangui
Frank Dalton	Chef de la section justice et Etat de droit (MINUSCA)	Bangui
	Chef du bureau de la MINUSCA	Bouar
Lt-col Albert Ntamasambiro	Chief of military operations	Bouar
Jean-Claude Tshibangu	Human rights officer MINUSCA	Bouar
John Goodono	Political officer of MINUSCA	Bouar
Robert Ngangue	Chef de la section Affaires civiles de la MINUSCA	Bouar
Ambroise Kombo	Officier humanitaire de OCHA	Bouar
Bernard Lambrette	Chef du bureau du HCR	Bouar
Laurent Guépin	Chef du bureau des Affaires civiles de la MINUSCA	Bangui
Speciose Hakizimana	UNICEF	Bangui
<b>Donateurs</b>		
Paul Bance et Sophie Grumelard	Banque Mondiale	Bangui
Davide Stefanini	Gestionnaire du fonds Bekou de l'Union Européenne (Bangui)	Bangui
Irchad Razaaly	Gestionnaire du fonds Bekou de l'Union Européenne (Bruxelles)	Bangui
Paolo Curradi	Chef de coopération de la Délégation de l'Union Européenne	Bangui
Jean-Pierre Reymondet-Comoy	Ambassadeur de l'Union européenne	Bangui
Eric Bosc	Premier conseiller de l'ambassade de France	Bangui

Carte de la zone

